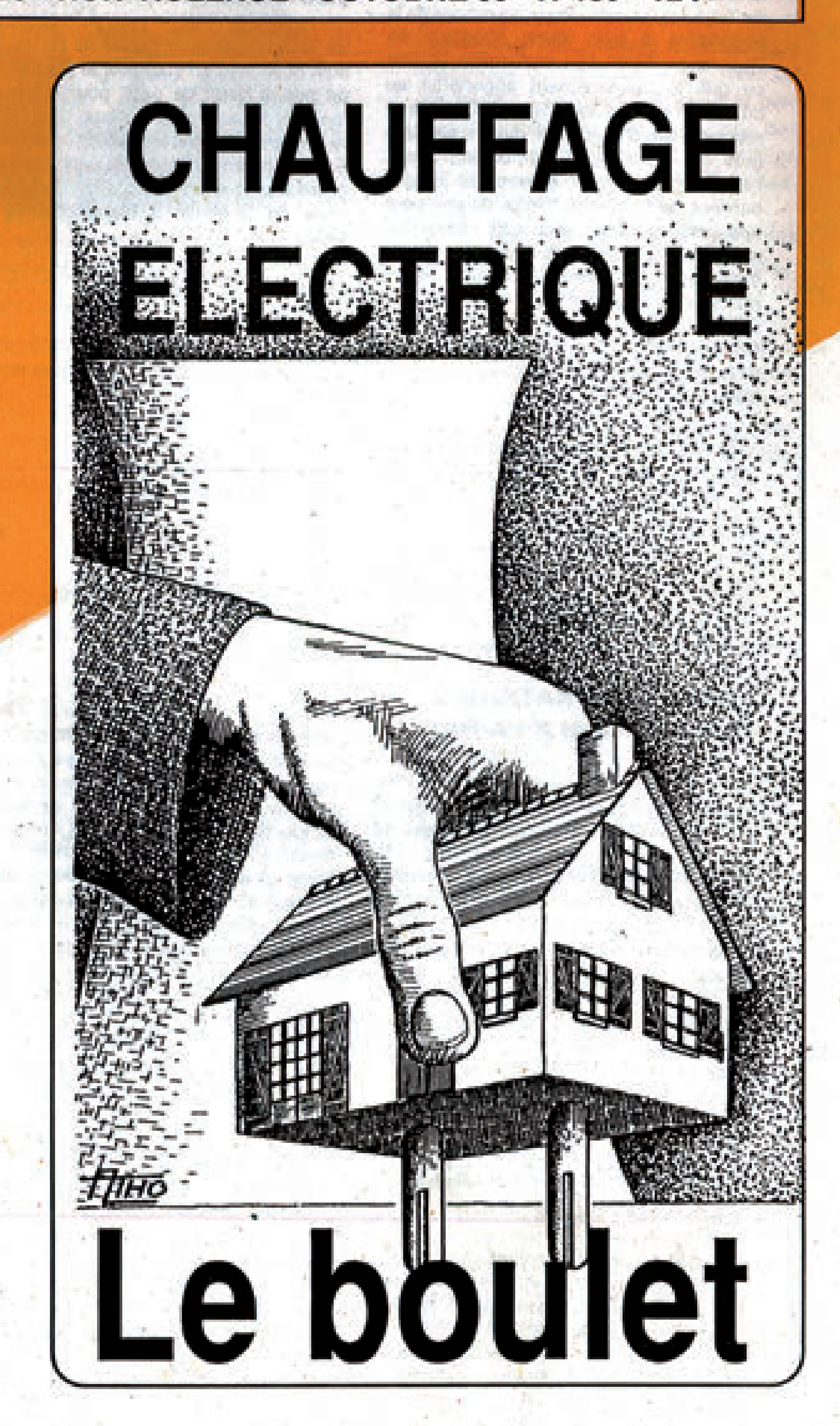
SILENCE

ECOLOGIE - ALTERNATIVES - NON-VIOLENCE - OCTOBRE 88 - N°109 - 12 F

CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE



Le boulet



FILMS SUR LE DESARMEMENT

L'ONU met à votre disposition des films sur le désarmement : "Booom", film d'animation du Tchèque Bretislav Pojar qui retrace de la préhistoire à nos jours, l'histoire de l'agression, "Et si", film d'animation, montre ce que le désarmement apporterait au développement économique, "Compte à rebours", film d'animation, montre les dangers de la course à l'armement, "Dans l'esprit des hommes" montre les images oubliées de la guerre, "Ordre du jour pour une petite planète : phase III : désarmement" est un ensemble de 24 courts métrages d'une demi-heure tournés par 24 réalisateurs de pays différents sur le désarmement. Tous renseignements auprès de : Département de l'Information, Bureau S-837, Organisation des Nations Unies, New-York, NY 10017.

UN OBJECTEUR DESERTEUR COURT ENCORE

Laurent Smagghe a battu par deux fois cet été le record de la course Chamonix-Mont-Blanc. Les journaux ont oublié de préciser qu'il était objecteur-déserteur, ayant abandonné son poste au bout d'un an pour protester contre le service civil à deux ans.

FOIRE AUX PRATIQUES D'EDUCATION A LA PAIX

A l'initiative de nombreux groupes non-violents regroupés au sein d'un Collectif d'Education à la Paix (CEP) se tiendra au Fiap-evry, 4 les passages, à Evry (91), (accès de Paris direct par SNCF, direction "Evry-Coucouronnes), les 26 et 27 novembre prochain une Foire aux pratiques d'éducation à la paix avec au programme : expositions sur des expériences, ateliers de formation par demi-journée, stands de groupes, animations, spectacles, tables-rondes... Pour en savoir plus : CEP, 31 av. Maurice Ravel, 94430 Chennevières sur Marne, tel : (1) 45 76 69 96.

75 - LA PAIX INACHEVEE : UTOPIES, AMBIGUITES ET CERTITUDES

La Ligue de l'Enseignement organise son deuxième symposium international sur ce thème les 7, 8 et 9 octobre prochains à Paris. Renseignements : Gloria Ramirez, 45 58 97 51 ou Jeannine Thomas-Fontaine, 43 58 97 52. Ligue de l'Enseignement, 3 rue Récamier, 75007 Paris.

75 - COURS SUR L'ARMEMENT ET LA PAIX

Le Centre Sèvres propose une série de cours, tous les mercredis de 18 h à 20 h, animée par Christian Mellon, sur le thème : "Armements et paix, aspects stratégiques et réflexion éthique". Seront notamment abordés : le terrorisme, les doctrines de défense, la course aux armements, la position de l'Eglise Catholique... Renseignements : Centre Sèvres, 35 rue de Sèvres, 75006 Paris, tel : (1) 45 44 58 91.

FAUT-IL INTERDIRE LES JEUX GUERRIERS ?

Le CUN du Larzac organise du 30 octobre au 4 novembre un stage sur le thème "jeux de guerre, jeux de paix" pour étudier la fonction du jouet chez l'enfant, chez l'adulte. Faut-il interdire les jouets guerriers ? Est-ce attirant de jouer à la paix ? Renseignements et inscriptions : CUN du Larzac, route de St-Martin à Pierrefiche, 12100 Millau.

SUPER-RADARS EN ALERTE

Les radars qui équipent les bases américaines sont les mêmes que celui qui a entraîné la destruction d'un airbus civil (291 personnes mortes par erreur) avec un F14. Espérons que le doute n'est pas permis entre un missile soviétique et un avion de ligne ! (source Tam-Tam).

TOUR EUROPEEN DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE

Du 28 avril au 15 mai prochain, journée internationale de l'objection de conscience, un tour cycliste de l'Europe se déroulera pour promouvoir l'idée d'une "européanisation" du statut d'objecteur de conscience. Le tour démarrera à Bonn le 28 avril pour se rendre à Köln (1er mai), Maastricht (5 mai), Liège (6 mai), Bastogne (8 mai), Luxembourg (9 et 10 mai), Verdun (11 mai), Nancy (12 mai), Strasbourg (15 mai). A l'arrivée un projet d'harmonisation du statut européen sera déposé au Parlement. Si cette initiative vous intéresse, prenez contact avec : Didier Coeurnelle, avenue de la Chasse 193 B-1040 Bruxelles, ou Philippe Wannesson, 20 rue du Dévidet, 45200 Montargis.

69 - SOIREE-DEBAT SUR LES VENTES D'ARMES

Le MDPL, Mouvement pour le Désarmement, la Paix, et la Liberté, organise le 25 octobre, à 20 h15, au CEP, 44 rue St-Georges, un débat avec Jean-Paul Hebert, auteur de "Les Ventes d'armes", préface de A.Joxe, paru aux Editions Syros. Renseignements : MDPL, c/o CEP, 44 rue St-Georges, 69245 Lyon Cédex 5.

42 - 3EME FESTIVAL "EDUCATION A LA PAIX"

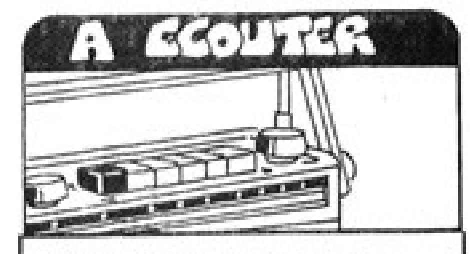
Le MDPL organise les 11, 12 et 13 novembre prochains, le 3ème festival d'Education à la Paix avec film ("Full Metal Jacket" de Stanley Kübrick), débat avec Danielle Le Bricquir, auteur du livre "La paix, les femmes", présentation d'expériences pédagogiques et de chants de paix... Renseignements et programme complet : MDPL, 142 rue des Alliés, 42100 St-Etienne.

91-75 - FORMATION A LA DEFENSE CIVILE NON-VIOLENTE

Le MAN, Mouvement pour une Alternative Non-Violente, organise du 28 septembre au 2 octobre une session de formation sur la défense civile non-violente au centre de La Forge, 10 rue de Paris, 91310 Longpont-sur-Orge. Programme : critique de la dissuasion nucléaire, aspects psychologiques du conflit, histoire des résistances civiles, fondements de la DCNV et conditions de mise en place, avec J.Sémelin, J.M.Müller, B.Bayada... Coût : 600 F pour les objecteurs, 6 à 800 francs pour les autres selon revenu. Inscription : MAN, 20 rue du Dévidet, 45200 Montargis, tel : 38 93 13 73.

ESPERANTISTES POUR LA PAIX

Au moment où les Etats-Unis et l'URSS signent des accords de désarmement, la France se tient à l'écart du débat, quelle que soit sa couleur politique. Les espérantistes, soucieux de l'amitié entre les peuples estiment qu'il faut sensibiliser les gens à l'idée de la paix, et animent de nombreux mouvements pour la paix regroupés au sein du Mouvement Espérantiste pour la Paix. Un appel est lancé pour créer des Comités de Paix espérantistes en France. Pour en savoir plus, vous pouvez prendre contact avec : Gérard Réquigny, Cité Franc-Moisin, bât 3, esc. 10, 93200 SAINT-DENIS.



33 - ONDE VIVE 99.2 MHZ

Au programme de l'émission Onde Vive, en octobre : les dauphins, le nucléaire, la pollution des détergents, les massages... Et pour collaborer, vous pouvez appeler Olivia au 56 81 45 90. Pour chaque thème traité à l'antenne, possibilité de documents à demander à : Onde Vive, la Vie au Grand Hertz, Olivia, BP 23, 33037 Bordeaux Cédex.

ANCIENS NUMEROS

84 **Le Pyralène**, construction écologique, Paris-Dakar, Autogestion et libéralisme, Gordon(2), Tchernobyl, Choix énergétiques corses, pollution en Pologne, petits boulots, ... 10 F
86 **Scénarios énergétiques**, petits boulots, Cohn-Bendit, Coca en Bolivie, Prisons, Désarmement, Taxes et Agri bio, Champ pour le Tiers-Monde .... 10 F
87 **Pollution du Rhin**, garage associatif, éoliennes, Technologies et emplois Expulsions = racisme légal .... 10 F
88 **Mouvement étudiant**, Ardelaine, Liste de femmes à Hambourg, PCB, Jazz again à Prague, programmation militaire, risques biotechnologies (1) .... 10 F
89 **Eurodisneyland**, resto "Le temps des cerises", CRII-Rad, le CEA, conflit du rail, Carte de Séjour, risques biotechnologies(2), Robin des Bois, Pour que vive la forêt,Paris-Dakar .... 10 F
90 **Les restos du Cœur**, maison de photopiles, blocage d'un rallye, incidents à Malville, projet alternatif global, Verts Européens, Insecticide(1) .... 10 F
91 **Déchets nucléaires**, le bois cordé Espéranto (1), le partage du travail,pot catalytique, l'ours, Insecticide (2) .... 10 F
93 **La bagnolisation**, maison bioclimatique, France des Caddies, voitures solaires, irradiation des aliments, Espéranto (2), Tiers-monde et consommation, Insecticide(3) .... 10 F
96 **Dépérissement forestier**, AVEC, Repas alternatifs, réseau Espérance(1), fuite à Malville, déchets, réseau antinucléaire, Antoine Waechter, séchage solaire, désobéissance civile .... 10 F
97 **Autoconstruction**, Cahu, Kanaki, Dépérissement forestier (2), Lavours, Menus alternatifs (2), Réseau Espérance (2), Expulsions, etc .... 10 F
98 **Malville : la fin**, Immeuble collectif solaire , la fin de l'AFME, EDF new-look, fuite à La Hague, Menus Alternatifs (3), Créer sa monnaie, Manœuvres en RFA, Paris-Dakar, etc... .... 10 F
99 **Krach boursier**, Centre de Paix en RFA, Santé et habitat, PCB, nuage à Nantes, bras de fer à Malville, Framatome, expulsions, plan de paix en Amérique Centrale, ventes d'armes à l'Iran .... 12 F
100 **Accord de désarmement**, revenu minimum garanti, ozone(2),Hienghène, Lait maternel, antiracisme, candidat colonies, arrêt de Malville,prisons, financement des partis,droit des aliénés, centre de paix à Lyon .... 12 F
101 **Chasse aux kanak**, ozone(3), Stress, revenu minimum, Palestine, nucléaire et tiers-monde, Juquin .... 12 F
102 **La dette du tiers-monde**, marées noires, éducation au Nicaragua, pillage de la Namibie, Insecticide (4), Bayoud, sophrologie .... 12 F
103 **Forêt tropicale**, CIGALEs, Kanaki, Colonies, matières dangereuses, Santé et autonomie, dette du tiers-monde (2), Olivenstein (1) .... 12 F
104 **Hubert Reeves**, Maison cadre de vie, 40 maisons photovoltaïques, Transnucléaire, matières dangereuses, Apartheid, Tramway de Grenoble, Olivenstein(2) .... 12 F
105 **Revenu social**, Thélème, Kanaky, Ozone (4), Agir Ici, ACRO, Mai 68 .... 12 F
108 **Population danger (1)**, escargot bio, écologie en URSS, Toxicomanie involontaire, infirmières, décroissance, Ibrahim Souss, pollution de l'espace .... 12 F

Joindre un chèque correspondant aux numéros demandés. L'envoi n'est pas forcément fait immédiatement.

EDITORIAL

IMAGINAIRE ET RAISON

Depuis plus d'un quart de siècle de nombreuses voix d'écologistes, de tiers-mondistes, d'économistes, de sociologues, de médecins, d'ingénieurs, etc... se sont élevées pour dénoncer cette société occidentale productiviste qui conduit l'humanité vers des catastrophes.

Du nucléaire aux problèmes du tiers-monde en passant par la surmédicalisation ou les exclusions de toutes sortes, nombre des drames qui frappent notre société contemporaine avaient été prévus, et les mises en garde n'ont que trop peu servi. Les bombes atomiques américaines et soviétiques qui étaient censées apporter une paix durable partent à la casse comme de vulgaires automobiles. Combien d'années perdues, de milliards de francs gaspillés, de savants occupés à des tâches inutiles pour en arriver à la conclusion que la planète pouvait très bien vivre sans cette menace atomique permanente.

Certes les bombes sont encore là, mais le processus de paix est engagé dans le bon sens. Aujourd'hui, un rapport interne du Ministère de l'Industrie nous révèle que le chauffage électrique, présenté comme un "miracle", s'avère être une erreur technocratique. Combien de "Tchernobyl" et de "Malville" faudra-t-il pour qu'enfin des programmes sérieux d'énergies alternatives soient envisagés ? Combien de millions d'affamés faut-il aux technocrates de nos "pays développés" pour qu'ils daignent se pencher sur ce problème majeur de notre fin de siècle ? Que l'on nous sorte les barèmes à partir desquels un problème est pris en compte par les gouvernements !

Trop longtemps, nous, les "rebelles", avons cru qu'il suffisait d'avoir "raison" pour voir nos idées aboutir. C'était occulter notre imaginaire collectif. Cet imaginaire façonné à coup de médias complaisants, de campagnes d'"information" spectaculaires (l'armée a les moyens de payer des démonstrations aériennes à raison de 10 000 F la minute de vol d'avion), d'idées largement répandues (rappelons ici le bizarre consensus national français sur la défense militaire ou le nucléaire qui n'ont jamais fait l'objet de véritables débats). Trop longtemps nous avons cherché à diffuser nos idées avec des moyens analogues à ceux que nous combattions sans jamais nous poser la question de savoir comment fonctionne ce sens commun, comment il est manipulé par les puissants de ce monde qui n'ont cessé d'accroître leur pouvoir.

Dès lors, il convient de continuer cet incessant combat contre les idées reçues qui font les souffrances qui nous entourent et qui menacent de nous faire croire qu'elles sont des fatalités. Il nous faut comprendre les motivations, les attentes béantes auxquelles répondent ces aberrations que sont la montée de l'intolérance, le surarmement, l'exploitation et l'exclusion. Comment, par des scénarios fiction où l'on construit l'ennemi présent, menaçant, il devient "normal" et "censé" de se construire des barrières puissantes et cette fois matérielle et réelles. Le "rêve" devient réalité car il est pensé comme effectif dans l'imaginaire de sa population. C'est ce jeu de représentations qui, par sédimentation, construit peu à peu nos peurs, nos désirs, nos possibles et aussi le monde d'aujourd'hui et de demain.

Ibrahim CARBONARE

LE CHAUFFAGE ELECTRIQUE AU BANC DES ACCUSES

Depuis le début des années 70, les écologistes dénoncent l'installation systématique du chauffage électrique dans l'habitat neuf ou réhabilité. Erreur énergétique, celui-ci a été imposé par EDF pour développer son chiffre d'affaires, nécessitant toujours plus de centrales nucléaires. Denis Clerc, directeur du journal "Alternatives Economiques", avait présenté dans le numéro 74 de Silence, les avantages et les inconvénients de ce mode de chauffage. Aujourd'hui, dans un rapport étonnant, daté du 5 mai 88 (donc sous la responsabilité de Chirac), la Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières, dépendant du ministère de l'Industrie, reprend chiffres à l'appui nos principaux arguments et annonce que les utilisateurs vont devoir payer le juste prix...

Ce rapport dont le titre complet est "Le chauffage électrique : une particularité française, étude historique, technique et économique" insiste sur la différence que l'on peut avoir entre la France et les autres pays européens. De 1970 à 1987, la France est passée de 1,6 % à 70 % pour la part de l'électricité dans le chauffage des logements neufs. On estime à 4 600 000 logements le nombre de résidences principales ainsi chauffées.

Or ce qui est choquant, c'est que *"la part de l'électricité sur le marché du logement neuf dans les autres pays est habituellement très inférieure à ce qu'elle est en France"*. Une étude oppose au 67 % de la France en 1986, les 25 % de la Grande-Bretagne, les 0 % des Pays-Bas, les 6 % de la RFA, les 3 % de l'Italie. Dans tous les autres pays, l'énergie dominante est le gaz naturel : 6O % en Grande-Bretagne, 95 % aux Pays-Bas, 53 % en RFA.

En RFA, certains distributeurs d'énergie proscrivent totalement le chauffage électrique ou alors il est distinct du reste de l'installation et nécessite un compteur indépendant.

Plus généralement, un rapport de l'AIE de 1985 ne relève que l'Australie, les USA, le Canada, la France, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suède comme dépassant la barre des 10 % mais les autres pays que la France disposent soit de moyens hydroélectriques (Canada, Nouvelle-Zélande, Suède, Norvège) soit de charbon (USA, Australie).

Cette "erreur" ne s'explique selon le rapport que par la situation de monopole d'EDF : *"EDF est ainsi à la fois la plus grosse compagnie d'électricité du monde occidental et celle qui dispose du monopole le plus étendu"*. Le rapport dénonce également les liens entre EDF et GDF, empêchant cette dernière de développer le gaz de manière sérieuse.

"EDF : une entreprise atypique dans le monde"

EDF fournit plus de 95 % de l'électricité. Si l'on compare à d'autres pays, on ne retrouve jamais cette situation de monopole. Aux Etats-Unis, l'industrie de l'électricité comprend 3400 entreprises dont 850 ont des installations de production. 75 % de la production est assurée par les 216 plus grosses. La distribution est assurée par des organismes fédéraux, des coopératives d'électricité et des réseaux municipaux ou d'Etat. La plus grosse compagnie, Tennessee Valley Authority a un parc d'exploitation qui ne représente que le quart de celui d'EDF.

En Grande-Bretagne, le CEGB est responsable de la production en Angleterre et en Pays de Galles, trois autres compagnies se partagent l'Ecosse et l'Ulster. Mais la distribution est assurée par une douzaine de compagnies. Le gouvernement envisage la privatisation de la CEGB en la divisant en plusieurs compagnies.

En RFA, c'est plus de 1000 compagnies qui existent dont 340 ont leurs propres intallations de production.

En Italie, l'ENEL n'a pas un monopole absolu : elle produit environ 82 % de l'électricité contre 4 % aux petits producteurs et 14 % en autoproduction.

Aux Pays-Bas, 80 entreprises opèrent, dont les trois principales réalisent environ 40 % des ventes.

En Espagne, il existe 800 entreprises publiques d'électricité dont 250 assurent également la production. Il existe de nombreuses sociétés privées. Seul le transport est nationalisé depuis 1984.

En Norvège, la fourniture est assurée par le privé (20 %), les municipalités (50 %) et l'Etat (30 %). Les municipalités assurent la distribution par l'entremise de 270 entreprises de distribution.



Au Japon, 9 compagnies régionales privées assurent 75 % de la production et achètent le reste au secteur public réparti en 33 entreprises et à 19 producteurs privés.

Un monopole qui a permis une politique commerciale injustifiée

EDF a profité de son monopole pour assurer l'installation systématique du chauffage électrique, lui permettant ainsi d'avoir de plus en plus de clients, mais si l'installation est bon marché, et a donc permis à EDF de convaincre les constructeurs, c'est avec des calories chères que l'on a développé ce marché. EDF a su former les chauffagistes pour développer ce marché foudroyant.

Pour aider au succès, EDF a triché sur les tarifs : *"Les choix tarifaires faits par EDF favorisent les fournitures domestiques et plus particulièrement le chauffage électrique"*. Cela se traduit par l'abandon, entre autres, de tous tarifs saisonniers, alors que la demande est principalement saisonnière. Malgré cela, si le coût d'installation est faible, le coût d'exploitation est élevé. En 1986, il en coûtait pour une maison individuelle de 83 m2, 8000 F d'intallation contre 14000 pour le gaz, mais le coût annuel était de 6675 F contre 3825 F pour le gaz. Pour un appartement de 62 m2, l'installation coûtait 7500 F contre 11000 F mais l'exploitation coûtait 5520 F contre 3275 F.

"Tout électrique-tout nucléaire"

Depuis 1970, face à une demande toujours surestimée dans les prévisions, *"l'atome était présenté comme le seul recours quantitativement adapté au problème posé. Les dirigeants d'EDF ont, à maintes reprises, formulé très explicitement leprojet de faire conquérir au nucléaire, via le vecteur électrique, de nouveaux marchés, au premier rang desquels figurait le chauffage des locaux, le slogan "tout électrique tout nucléaire" résumait cette ambition"*.

L'erreur faite par EDF est que le nucléaire s'adapte bien aux consommations régulières et non aux pointes saisonnières. Or la conséquence première du chauffage électrique a été de provoquer des pointes de consommation très aiguës.

Cette nécessité pour la France de passer les pointes a conduit à une multiplication de sa capacité de production : + 110 % entre 1975 et 1990 contre 70 % au Japon, 47 % aux USA, 32 % en RFA et .... - 9 % en Grande-Bretagne.

Ce qui est le plus grave : un logement neuf construit en chauffage électrique ne peut plus guère être doté ensuite d'un autre mode de chauffage... il n'y a pas de place pour les tuyaux d'évacuation. Tous piégés.

Or *"EDF vend chaque kWh pour le chauffage à environ la moitié de son coût comptable"*. Cela signifie que déjà le chauffage électrique coûte cher à l'utilisateur... mais qu'il faudrait s'attendre à un doublement des tarifs !

La conclusion du rapport est nette : *"La croissance du parc de logements chauffés à l'électricité a été favorisée par des avantages tarifaires indus, qui doivent prendre fin. Vis-à-vis des clients actuels d'EDF, il importe de rééquilibrer progressivement les tarifs pour résorber le transfert dont bénéficient les usagers du chauffage électrique. Sur ce point, un pas a été fait en février 1987 puisque, pour la première fois depuis 1973, les tarifs des usagers industriels ont davantage baissé que ceux des clients domestiques."*

Ce rapport publié dans les derniers jours avant le retour de la gauche n'est certainement pas le fruit de quelque écolo perdu dans un ministère. Il s'agit plus sûrement du résultat de la pression des industriels qui voient dans la politique d'EDF une entrave au développement de leurs entreprises face à la concurrence internationale. La comparaison systématique dans le rapport avec les autres pays, et l'Allemagne en particulier, montre dans quel sens souffle le vent.

Il est intéressant toutefois de noter que pour une fois, écologistes et industriels se retrouvent totalement pour dénoncer la politique d'EDF et les solutions sous-entendues dans ce rapport - entre autres la suppression du monopole EDF - est une proposition politique que l'on pourra trouver dans le programme des Verts comme dans celui du CNPF.

Le "parler vrai" va-t-il l'emporter ?

Que fera le gouvernement Rocard ? Dans un souci de réalisme économique, poursuivra-t-il le raisonnement de ce rapport en provoquant un doublement des notes de chauffage pour les particuliers avec les problèmes sociaux que cela implique, ou laissera-t-il les Allemands continuer à dominer nos industriels handicapés. Dur dilemme. Il a fallu presque 20 ans pour arriver à cette impasse. Il en faudra au moins autant pour s'en sortir. Qui en aura le courage ?

Michel Bernard



REPORTERRE : MAGAZINE DE L'ENVIRONNEMENT

Pluies acides, désertification, destruction de l'ozone, éléphants pourchassés, trafic de déchets, marées noires, embouteillages, pesticides, urbanisation... on pourrait continuer longtemps une telle litanie. Ou rappeler les brutales secousses par lesquelles le monde manifeste sa maladie : Seveso, Bhopal, Tchernobyl, Sandoz, ...
L'environnement devient le principal défi qu'affrontent les hommes, la préservation de la nature est un enjeu vital pour la survie de la terre, l'attention aux modes de vie une condition première de la qualité de la vie.
Les Français ne s'y trompent pas : les sondages les montrent toujours plus attentifs à l'environnement. Si les associations et les scientifiques alarmés se multiplient, il n'existe guère de journaux qui disent haut et fort que la nature et les hommes vont mal.
"ReporTerre" veut mettre en avant ce que d'autres média plus puissants effleurent ou ignorent : sols érodés, ordures amoncelées, faune malade, vertiges de la consommation, genèse des produits, gestes du quotidien. Il entend montrer que des changements d'habitudes sont des armes puissantes. Il annonce les bonnes nouvelles comme le retour des éléphants dans la Chine du Sud, la commercialisation des premières voitures à énergie solaire, la découverte d'un substitut de l'amiante.
Ce journal est fait par des journalistes confirmés et sérieux, indépendant des pouvoirs, indépendant des associations. Il n'impose pas de point de vue à ses lecteurs mais présente des informations vérifiées et des enquêtes de terrain.
ReporTerre devrait faire son apparition dans les kiosques en janvier 89. Pour en savoir plus : ReporTerre, 15 rue Dupont de l'Eure, 75020 Paris, tel : (1) 43 64 43 26.

13 - DEMAIN LA TERRE ?

Un colloque sur ce thème se tiendra les 29, 30, 31 octobre et 1er novembre à l'Abbaye de La Baume-lès-Aix-en-Provence et traitera des questions d'environnement, de santé, de nucléaire... et de l'avenir de la planète. La multiplicité des agressions est telle que l'avenir de la Vie elle-même se trouve aujourd'hui en péril : au niveau de la mer, de l'eau, de la forêt, de l'atmosphère, des espèces animales, de l'agriculture, de la santé collective de l'Homme. L'ensemble de ces faits engendre une menace globale de la biosphère pouvant entraîner des processus irréversibles de dégénérescence de la Vie. Ce colloque est un point d'interrogation. Nous préférerions écrire "Demain la Terre !" . Programme complet : Média Réseau International, route de Galice, 13090 Aix-en-Provence, tel : 42 20 02 04.

RENCONTRES DE L'ENVIRONNEMENT

Pour la première fois à Rochefort-sur-Mer, à la Corderie Royale, se dérouleront les 7ème Rencontres Internationales de l'Environnement et de la Nature du 5 au 9 octobre avec un festival du film, courts et longs métrages, des colloques, des rencontres... Programme et renseignements : RIENA, promo 2000, 33 av. Mac-Mahon, 75017 Paris.

B - POLLUTION EN MER

En 1986, l'estuaire de l'Escaut a déversé en mer 5800 kg de cadmium, 70 kg de mercure, 50 tonnes de cuivre, 61 tonnes de plomb, 270 tonnes de zinc sur un total de 34 000 tonnes de déchets. (source Tam-Tam).

CH - POLLUTION DU SOL

Deux élèves de l'Ecole Technique de Zürich ont analysé trente échantillons de terre prélevés à 30 cm de profondeur en divers point de la ville de Bâle. Un par km2. Voici les résultats : Echantillon 18 : 20 fois la norme maximale de plomb admissible, 7 fois pour le zinc, 3 fois pour le cadmium, 2 fois pour le cuivre. Bâle capitale de la chimie (Ciba-Geigy, Sandozz, Hoffmann-Laroche) ne voit pas d'où ces produits peuvent venir. Les aveugles non plus. (source Tam-Tam).

DU PCP DANS LES CAGETTES

Le journal ouest-allemand "Test Magazin", équivalent de "Que Choisir ?" en France, a révélé cet été que l'Institut de chimie de l'environnement de Fribourg a trouvé dans sept cagettes de fruits sur 23 analysées, une moyenne de 166 mg de pentachlorphénol (PCP). Les autres en avaient une quantité moindre. Les Verts-Allemands ont dénoncé ces méthodes de traitement, le produit pouvant être dangereux non-seulement s'il passe sur les fruits, mais aussi pour ceux qui manipulent les cagettes.
C'est Rhône-Poulenc qui produit le PCP, à Pont-de-Claix, dans l'Isère. Il s'en consomme 6000 tonnes par an. Rhône-Poulenc récuse l'accusation en disant qu'il ne s'agit là que de protéger les intérêts des producteurs allemands.
Pourquoi ce traitement ? Pour conserver le bois plus longtemps. Selon Rhône-Poulenc, sans traitement, les cagettes durent trois fois moins longtemps... et il faudrait trois fois plus de bois si l'on supprimait le PCP, donc c'est anti-écologique. CQFD.
Et de préciser "Tout produit de traitement du bois sera toujours nocif pour l'environnement". C'est oublier qu'en Allemagne, il existe des traitements non-chimiques à partir d'essence naturelle... mais bien sûr, cela n'intéresse pas Rhône-Poulenc.

AMNISTIE POUR LES ELEPHANTS

C'est sous le titre "Nous n'étions pas là pour sauver les mammouths, mais nous pouvons encore sauver les éléphants" que la SNPN, Société Nationale de Protection de la Nature, lance une campagne de pétitions pour demander l'interdiction de l'ivoire et que des mesures d'urgence soit mises en place pour que cesse le massacre. Au rythme actuel, les derniers éléphants pourraient avoir disparu dans seulement 5 ans ! Pétitions à demander à SNPN - Eléphants, BP 405, 75221 Paris Cédex 05.

LES RAPACES ELECTROCUTES

Les rapaces sont attirés par les pylônes électriques qui leur permettent d'observer leur territoire de suffisamment haut. Ces pylônes, abondants, se substituent aux arbres malheureusement.
Mais le problème est dans la distance entre le poteau, les isolateurs et les câbles. Selon la façon dont est conçu le pylone, il peut être inoffensif ou meurtrier.
Et ainsi, le CORA, Centre Ornithologique Rhône-Alpes, a pu procéder à des comptages de cadavres le long des lignes haute-tension : le record, un tronçon de 5 pylônes qui a tué 33 faucons en un an !
Or il suffit souvent de quelques réglages pour neutraliser le pylône. Pour en savoir plus sur la question, si vous trouvez des rapaces morts au pied des pylônes, contactez le CORA, Guy Flacher, Université Lyon I, 69622 Villeurbanne.

75 - REVISION DU POS

Une enquête d'utilité publique se déroule du 19 septembre au 5 novembre dans toutes les mairies d'arrondissement de Paris pour la révision du Plan d'Occupation des Sols de la ville décidé en 1977. Ce nouveau POS prévoit une augmentation des COS, coefficient d'Occupation des Sols de 30 à 50 % pour les bureaux et de 10 % pour les logements, ce qui signifie une augmentation de la densité de l'habitat et surtout une invasion des zones de bureaux. Vous pouvez consulter ces projets dans les mairies et ainsi connaître ce que vous prépare la mairie dans votre quartier pour après les prochaines municipales.

PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LES SUBSTITUTS AUX CFC

Les CFC sont les principaux accusés en ce qui concerne la destruction de la couche d'ozone. Le principal fabricant français, ATOCHEM vient de lancer un deuxième programme d'études toxicologiques en liaison avec sept autres producteurs mondiaux pour tester l'HCFC-141b, l'un des subsituts possibles. Il faudra encore cinq ans pour connaître le résultat de ce programme de recherche.
Pendant ce temps là, les CFC continueront leur œuvre de destruction alors que l'on peut dès aujourd'hui supprimer ces propulseurs dans la majorité des utilisations (voir tableau dans notre numéro hors-série).

(suite page 8)

OU EN EST LE BOYCOTT DES BOMBES AEROSOLS ?

L'idée d'un boycott des bombes aérosols contenant des CFC a longtemps germé dans l'esprit de nombreux consommateurs et écologistes sensibles à la destruction lente de la couche d'ozone.

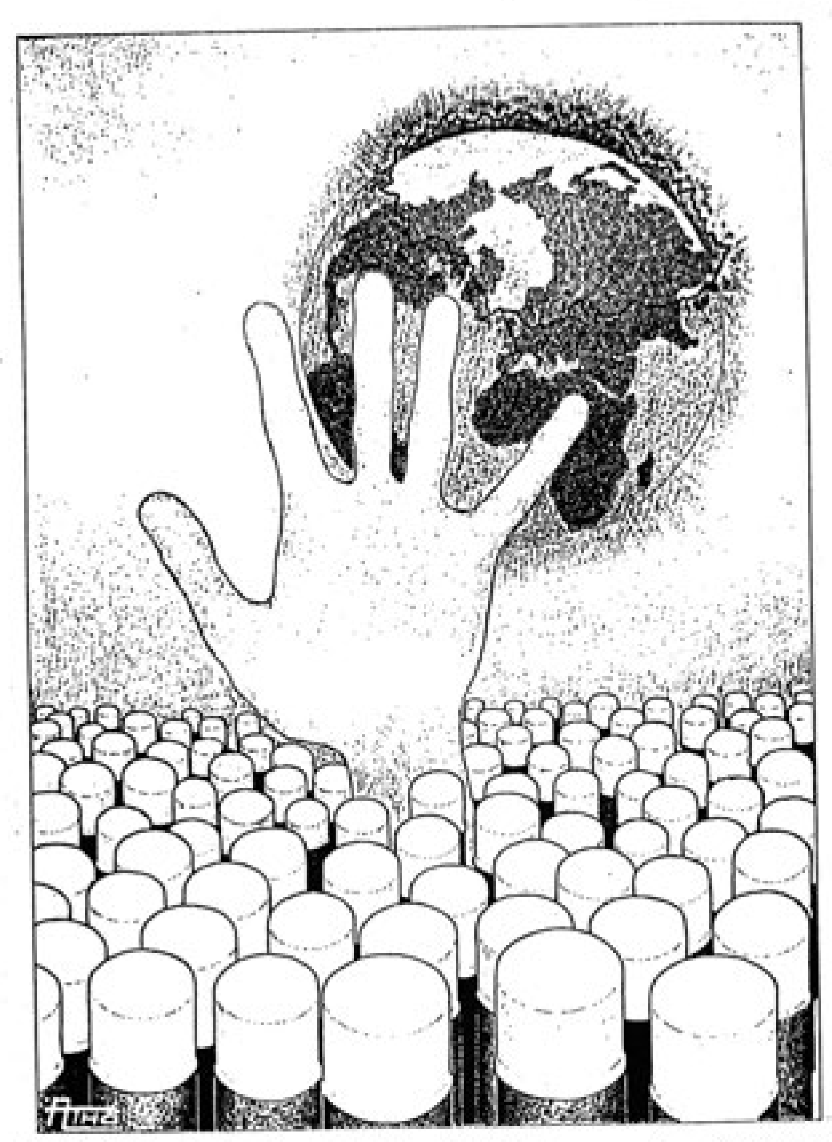
Les difficultés inhérentes à ce type d'action sont nombreuses : capacité de mobilisation, accès au médias, problèmes juridiques... Celles-ci sont bien connues de tous ceux qui fréquentent les milieux associatifs. Elles en avaient jusqu'a présent freiné toutes les velléités. Mais il est certain qu'une volonté vive existait, ne demandant qu'à se mettre en marche.

Le blocage des discussions entre les représentations européennes des associations (BEUC et BEE (1)) et la Fédération Européenne des Aérosols (FEA) a relancé l'idée d'un boycott dès le mois de mai 1988. Sommée d'annoncer sur les bombes aérosols à la fois la nature du gaz propulseur et le danger potentiel que représentent les CFC pour la couche d'ozone, la FEA se faisait un peu tirer l'oreille. Elle a obtenu finalement le délai de juin 88 pour donner sa réponse, arguant du grand nombre d'adhérents (plus de 8000) qu'elle devait consulter puis motiver pour cet étiquetage.

Fin mai, aucune réponse n'étant parvenue, le BEUC et le BEE lançaient alors l'idée d'une campagne de boycott au niveau européen. Objet du boycott : les bombes aérosols contenant des CFC, c'est à dire celles affichant la présence de CFC ou celles n'affichant rien du tout, et donc soupçonnées a priori de contenir de tels composés.

La campagne était prévue pour octobre de cette année et devait revêtir des formes spécifiques à décider selon chaque pays.

En France, plusieurs associations décidaient de relayer ce mouvement en s'associant à la revue "Que Choisir ?" de l'UFC ; une lettre d'intention devait être adressée au BEE, lettre



qui fut écrite et signée par une quinzaine d'associations : Bulle Bleue, Les Amis de la Terre, Silence, Robin des Bois, Nature et Progrès, ECOROPA, MNLE, Armor Ecologie, PN, CREPAN, WWF, AEDELEC, REV ...

Dépasser l'accord de Montréal

Face à toutes ces menaces (et pas seulement au niveau français) la FEA a fini par accepter en juillet le double principe d'une réduction de 90% en deux ans de l'utilisation des CFC dans les aérosols et celui d'un étiquetage informatif sur les bombes. Cet accord va beaucoup plus loin que celui de Montréal (2). La FEA demande donc un nouveau délai pour la mise en œuvre de telles mesures.

Déjà, dans un certain nombre de pays de la CEE, des accords volontaires ont été signés pour une réduction en deux ans de l'utilisation des CFC

(suite de la page 6)

SAUVEZ UNE FORET VIERGE D'EUROPE

Aux frontières de la Norvège, de la Finlande et de l'URSS, une forêt vierge de 28 000 ha, appelée "Kessi" où l'on trouve encore des ours, des gloutons, de nombreuses espèces d'animaux dont des oiseaux rares, est menacée d'être rasée pour la création de 30 emplois. On peut protester, de préférence en anglais, en écrivant à The Finnish Government, Valtioneuvoston, Aleksanterinkatu 3D, SF, 00170 HELSINKI.

43 - BARRAGE DE LA FARRE (SUITE)

Actuellement, la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) n'est toujours pas signée (voir Silence 106-107). Les Verts présentent deux candidats pour les élections cantonales : un en amont, un en aval du barrage afin de continuer à maintenir le rapport de force.
Une délégation du comité SOS Loire Vivante a rencontré Brice Lalonde le 13 septembre pour lui remettre la 5000ème signature de la pétition adressée à François Mitterrand (on peut avoir des feuilles de pétition auprès du Comité SOS Loire Vivante, Archinaud, Chabron, 43150 Le Monastier, tel : 71 03 93 29.
Enfin, une manifestation est prévue au Puy en Velay, dans la Haute-Loire, le samedi 8 octobre, à 15 h, place Michelet. Cette manifestation demandera la mise en place d'alternatives au barrage, un moratoire de trois ans concernant les projets de l'EPALA sur l'aménagement du bassin de la Loire, le respect de la Loire vivante.
Cette manifestation est organisée à l'appel de SOS Loire Vivante, de la Fédération de Protection de la Nature de la Haute-Loire, de la FRANE et de la FRAPNA.

01 - CHASSE AU LYNX

Le mardi 30 août dernier, un inconnu a tué un lynx femelle dans le département de l'Ain. Ce coup de force fait suite aux diverses pressions déjà exercées sur les pouvoirs publics dans le département, pour remettre en cause le statut de cette espèce, protégée en France depuis 1981.



(Belgique, Danemark, Pays-Bas, RFA, Royaume Uni). Dans les autres pays de la CEE (France, Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Irlande) ce sera à la FEA de conclure des accords volontaires avec les industries pour obtenir une réduction des CFC, relayée en cela par les organisations de consommateurs et d'environnement.

La menace d'un boycott a donc été repoussée à plus tard. Les objectifs actuels du BEUC sont :
- Une série de conférences de presse au mois d'octobre dans chaque pays concerné.
- La mise en avant dans l'opinion publique de l'accord conclu au niveau européen entre le BEUC, le BEE et la FEA.
- Un appel public auprès des professionnels à la négociation immédiate d'accords volontaires pour au plus tard fin 1988.
- La menace d'organisation d'un boycott dès le premier janvier 1989, soutenu par le BEUC, le BEE et les organisations nationales dans les pays où un accord n'aura pu être conclu fin 88.
- La demande auprès de la CEE de revoir ses positions (pour le moment celles du protocole de Montréal) afin qu'elle s'aligne sur celles aujourd'hui dominantes des industries des aérosols de la CEE.

A l'heure actuelle, on peut dire que l'annulation du boycott d'octobre n'est pas un échec pour les associations ; bien au contraire, leurs capacités de mobilisation ont clairement démontré aux professionnels des CFC la force de ces mouvements et les a contraints à céder - sous réserve de contrôle ultérieur - sur la question des bombes aérosols.

Il ne faut cependant pas crier victoire : les autres utilisations de CFC représentent encore deux fois le volume des aérosols produits. De plus, la capacité de mobiliser le public sur des utilisations beaucoup moins voyantes reste très faible, du moins en Europe. C'est pour celà qu'il faut mener des actions au delà des aérosols : le BEUC considère déjà comme cible numéro un les mousses plastiques contenant des CFC (polyuréthane, polystyréne). Sans oublier les emballages alimentaires, les mousses solides d'isolation, les mousses souples de rembourrage, etc...

Jean-Claude RAY
Bulle Bleue

(1) BEE : Bureau Européen de l'Environnement ; BEUC : Bureau Européen des Unions de Consommateurs.
(2) voir brochure "Ozone en danger" de Silence. 25 F franco.

La FRAPNA, Fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature, a vivement réagi. Elle souligne qu'elle n'acceptera jamais aucune destruction de lynx et ne cédera pas au chantage de quelques délinquants à la recherche de "coups médiatiques".
Le lynx, contrairement à ce qui a été affirmé, n'a pas été réintroduit dans la région Rhône-Alpes, et les individus qui s'y trouvent proviennent de Suisse. Cet animal est un prédateur indispensable dans nos forêts puisqu'il consomme beaucoup d'animaux faibles, malades ou âgés. Ce félin est un des plus précieux représentants de notre faune sauvage et fait partie, à ce titre, du patrimoine naturel national.
La FRAPNA ne nie pas pour autant que des dégâts puissent être commis sur les moutons. Dans ce sens, depuis 1985, elle a versé près de 30.000 F d'indemnités aux éleveurs, grâce au WWF France (World Widlife Fund). La FRAPNA a contribué à la mise en place d'une commission d'expertise pour déterminer la cause du décès des moutons. Or, les attaques du lynx sont sans communes mesures avec les dégâts causés par les chiens errants : en 1984, par exemple, une étude révèle que 400 moutons ont été tués par des chiens dans le seul département de Haute-Savoie. Ces chiffres n'ont rien d'exceptionnel et sont extrapolables aux autres départements.
En ce qui concerne le lynx, des méthodes pacifiques doivent être mises en place : effarouchement, colliers de protection pour les moutons, et surtout prise en charge par la collectivité et/ou les assurances. La FRAPNA travaille dans ce sens avec tous les responsables dignes de ce nom.
Quoi qu'il en soit, l'acte odieux commis par une ou des personnes anonymes ne doit pas rester impuni. La FRAPNA a porté plainte auprès du procureur de la République du Tribunal de Grande Instance de Belley (Ain) et se constituera partie civile dans les meilleurs délais afin de demander des dommages et intérêts.
Pour en savoir plus : FRAPNA, Université Lyon I, 69622 Villeurbanne Cédex. Tel : 78 89 81 24 poste 41 28.

CAMPAGNE POUR L'OZONE

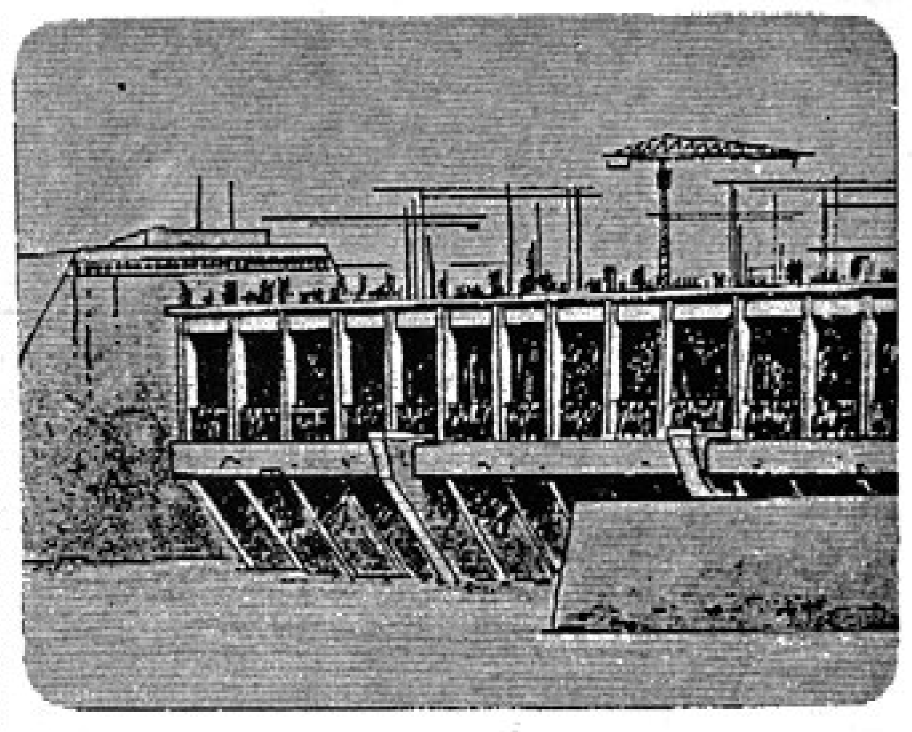
Silence diffuse déjà une brochure et un badge. Les Amis de la Terre de Toulouse, 10 rue d'Auriol, 31400 Toulouse, tel : 61 53 23 21, diffusent un autocollant contre les CFC au prix unitaire de 5 F (contre enveloppe timbrée), 40 F (+3,70F de port) les 10, 150 F les 50 (+12,30 F de port), 250 F les 100 (+ 25 F de port).

(suite page 11)

BARRAGES SUR LE DANUBE

La mégalomanie de nos dirigeants n'est pas une spécificité de l'Ouest. A l'Est aussi, les grands travaux inutiles ont aussi leurs partisans. Mais l'arrivée d'un nouveau secrétaire du Parti, plus progressiste, va peut-être permettre l'émergence d'une conscience écologiste.

Quand j'ai été en voyage en Hongrie en 1986, j'ai rencontré et discuté avec toutes sortes de "dissidents". Qu'ils appartiennent aux mouvements qui essaient de créer une opposition démocratique ou à des mouvements plus spécifiquement environnementalistes, ils étaient tous profondément frustrés par la lenteur de la "libéralisation" qui se manifeste dans leur pays. Les réunions et les conversations se tenaient dans les cafés ou dans des lieux privés.



Toutefois, en septembre, cette année, quand j'ai été invitée par "Duna Kör" ("L'association du Danube" souvent appelée "Les Bleus"), pour participer à leur conférence sur les barrages du Danube, j'ai eu l'impression de participer à un événement historique. Soutenu par le WWF (Fond Mondial pour la Nature), le Réseau International des Rivières et des groupes locaux comme l'Association des Jeunes Démocrates, la réunion était la première depuis 1956 à être officiellement critique par rapport à la politique actuelle du gouvernement hongrois et à recevoir la bénédiction officielle de celui-ci.

Cette réunion se tenait dans l'Académie des Sciences hongroise et environ 500 personnes y participaient parmi lesquelles des membres de l'Agence de l'Eau et au moins un membre du parlement. Des experts de Hongrie, d'Autriche, de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, de Suisse et de Grande-Bretagne ont exposé aux auditeurs en quoi les barrages sur le Danube peuvent provoquer une catastrophe à tous les points de vue : écologique, financière et politique.

La trentaine d'interventions, environ, a clairement montré (même pour des non-spécialistes) que construire des barrages, des canaux et des réservoirs sur les 200 kilomètres de long du fleuve entre Bratislava et les célèbres méandres de Nagymaros désorganiserait les communes riveraines, recouvrirait des sites architecturaux importants et détruirait des écosystèmes sur toute la superficie d'inondation des retenues d'eau. Les méandres du Danube avec leurs îles marécageuses parsemées de quelques collines, en Hongrie, sont recensées par l'UNESCO comme une région qui mérite une protection spéciale. Des espèces rares d'oiseaux protégés, comme la cigogne noire et de nombreuses espèces d'orchidées se trouvent dans cette région.

Nicholas Hildyard, rédacteur en chef de "The Ecologist Magazin" et coauteur d'une étude magistrale sur les effets sociaux et les effets sur l'environnement des grands barrages, fit ressortir que nulle part dans le monde, un projet de gros barrage n'a été autre chose qu'un désastre. Il a cité, en Suisse et en Allemagne de l'Ouest, des conséquences des barrages et des canaux sur le Rhin qui font froid dans le dos.

Le meilleur filtre naturel de l'eau

Au cours de la conférence, des scientifiques hongrois ont expliqué que

plus haut en amont, les rives du Danube forment le plus important système naturel de filtre de l'eau de l'Europe Centrale. Le fleuve lui-même est, bien sûr, pollué bactériologiquement et chimiquement, mais la succession spéciale de la taille des poches naturelles de galets et la pente du cours d'eau font que l'eau est filtrée intégralement et arrive ensuite dans des réservoirs de part et d'autre, en Tchécoslovakie et en Hongrie. Ces réservoirs peuvent contenir jusqu'à 10 milliards de m3 d'eau pure. Les bactéries présentes naturellement dans le sol entre les gallets nettoient l'eau des polluants de manière plus efficace que n'importe quelle installation d'épuration d'eau construite par l'homme.

Alors que 1500 des 3500 agglomérations ne disposent pas d'eau potable et que l'on estime que près de 2,5 millions de personnes doivent recueillir leur eau dans des containers en plastique ou des citernes, détruire cette réserve naturelle d'eau dépasse l'entendement.

Nouveaux virus

Le témoignage du Dr Renate Walter, de l'Allemagne de Est, a particulièrement marqué la conférence. Il a expliqué que l'analyse récente d'échantillons d'eau avait permis d'identifier le développement de nouveaux virus qui semblent proliférer dans les parties fortement polluées du Danube. Les membres de l'Agence de l'eau ont reconnu qu'il était impossible dans l'état actuel des techniques des usines de retraitement des eaux, de pouvoir faire mieux que la nature pour résoudre ce problème.

Les projets de barrages sur le Danube ne sont pas nouveaux et l'histoire de ces projets remontent à plus de cent ans en arrière. Mais initialement, le tronçon de fleuve concerné n'était pas les plaines de Hongrie mais les sites au-delà de Vienne, au niveau de la "Porte de Fer" où le fleuve passe de la Yougoslavie à la Roumanie et avait été envisagé comme "hydrologiquement sain". Mais depuis, les raisons politiques et économiques invoquées sont forts différentes.

La Tchécoslovaquie tient terriblement aux barrages, non pas tant pour l'électricité que l'usine hydro-électrique peut produire, mais plus pour rendre le fleuve navigable et réaliser le vieux rêve de Bratislava de devenir un port fluvial important. Les variations de débit du fleuve à l'état naturel l'en ont empêché jusqu'à maintenant. La Hongrie a pendant longtemp soufflé le chaud et le froid sur ce projet pour finalement signer un contrat avec la Tchécoslovaquie en 1977. Les travaux progressent lentement par suite du manque de moyens financiers et d'entreprises.

Héritage de l'Autriche

En décembre 1984, le gouvernement autrichien a dû abandonner ses propres projets de barrage sur le Danube à Hainbourg après une opposition populaire très importante. Il a résolu le problème des engagements pris envers les investisseurs, les usines et les entrepreneurs, tous prêts à construire le barrage, en 1986, en faisant passer le projet de barrage plus loin en aval dans des pays où les manifestations publiques sont interdites.

Les environnementalistes autrichiens et les membres des Verts au parlement ont parlé à cette occasion d'"impérialisme écologique". Pour remercier l'Autriche de sa contribution, la Hongrie a signé un arrangement qui prévoit la fourniture de 1200 GWh d'électricité aux heures de pointe de 1996 à 2015. Cela signifie, en tenant compte des variations de débit du fleuve, que la Hongrie devra construire une autre centrale électrique pour être en mesure de fournir de l'électricité de manière continue.

Les économistes ont expliqué que quelle que soit la manière dont vous vous y prenez, les Hongrois ont fait un mauvais marché. Lors de la partie théorique de la conférence, l'évaluation des mécanismes et des risques a été présentée très pudiquement. Les véritables raisons de l'acceptation du marché autrichien par le gouvernement hongrois ont été expliquées plus longuement lors des pauses-cafés. Elles comprennent l'attachement de celui qui était alors le secrétaire du Parti Communiste, Jànos Kàdàr, à faire des projets de "prestige", et le désir du Parti d'équilibrer ses liens économiques entre l'Union Soviétique d'une part et les pays non-communistes d'autre part.

Les protestations contre le projet ont commencé en Hongrie en 1981 quand le biologiste Jànos Vargha a écrit un article critique dans "Tudomàny", un magazine de vulgarisation scientifique. L'opposition s'est développée dans les milieux professionnels et le grand public. Même le Président de l'Académie des Sciences de Hongrie a suggéré de stopper le chantier et des politiciens en ont fait autant, mais en privé seulement. C'est quand la contestation croissante de l'"establishment" a commencé à être étouffée politiquement, qu'est né "Duna Kör".

Des pétitions ont circulé, des marches ont été organisées, des tracts distribués, et des rencontres ont eu lieu pour faire pression sur des membres du parlement, des conférences de presse internationales ont eu lieu.- et tout cela publiquement malgré les interdictions du gouvernement. En 1985, "Duna Kör" a été la première organisation d'Europe de l'Est à recevoir le "Prix Nobel Alternatif".

Tout cela en vain. L'intervention de l'Autriche et l'avancée rapide du projet semblaient devoir amener une fin rapide à tout espoir de sauver le Danube d'une carapace de béton armé.

Changement de politique

En janvier 1988, la Hongrie est devenue le premier pays de l'Europe de l'Est a avoir un Ministre de l'Environnement. Dans ses attributions figure, spécialement, la responsibilité de l'eau. Le remplacement, en mai, du vieux Kàdàr par Kàrolyi Grosz, un partisan de la "glasnost", a apporté un peu plus de liberté d'action aux groupes dissidents de Hongrie dont le nombre va croissant. Ceux-ci exigent des réformes, non plus sous le manteau,

mais publiquement, dans la rue ou lors de débats publics.

A la fin août, une proposition de gouvernement pour interdire les associations a rappelé toutefois qu'il ne fallait aller ni trop vite, ni trop loin. Comme les autres partis communistes analogues, celui de Hongrie a du mal à modifier ses habitudes. L'inertie est importante.

Toutefois, la Conférence sur les barrages du Danube a pu se tenir, malgré les protestations de personnes de l'Agence de l'Eau qui n'avaient rien entendu de convaincant pour justifier l'abandon du projet. Les média hongrois ont longuement rendu compte des propos de la réunion. De même, des dates ont été retenues pour de prochaines manifestations de rue, mi-septembre. Pour que soit ainsi levé le voile sur l'opposition aux barrages du Danube, il a fallu forcément que des ordres viennent des plus hauts échelons du Parti Communiste. Il semblerait que ce dernier n'ait pas appréhendé correctement les coûts réels du projet de Nagymaros jusqu'à récemment. Mais aucun gouverment, quelle que soit sa couleur politique, n'est désireux d'admettre qu'il a fait de graves erreurs de jugements sur le plan économique. Spécialement dans un pays ayant une forte dette extérieure et soucieux d'inspirer confiance à des investisseurs extérieurs. Comme l'a dit Szabö Kälmàn, un membre du parlement, lors de la conférence : *"le problème n'est pas de savoir ce qui se passe au niveau du budget mais que l'on n'a pas de contre-proposition à mettre en avant"*.

Le gouvernement hongrois, ou plus précisément, le Parti derrière lui, cherche comment se sauver la face pour se sortir du contrat qu'il a passé avec l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Une preuve scientifique concluant que les barrages peuvent provoquer un désastre écologique et des manifestations massives de citoyens contre le projet, devraient suffire pour l'Autriche. Après tout, c'est cela qui les a obligés à abandonner le barrage de Hainbourg. Une pétition circule actuellement et plus de 2000 signatures ont courageusement été collectées en Tchécoslovoquie et devraient aider à pousser ce pays à revoir sa participation dans le contrat.

La tenue de cette conférence et l'invitation des officiels de l'Agence de l'Eau, par le WWF, à visiter les aménagements du Rhin devraient fournir à Kàrolyi Grosz des arguments plus solides qu'une preuve scientifiques. "Duna Kör" espère que les manifestations rassembleront suffisamment d'opposants.

Les protestations en dehors de Hongrie se développent aussi. Le Vice-Président du parlement autrichien, Marga Hubinek, a dit qu'un débat sur ce sujet se tiendrait en octobre et qu'elle y est encouragée par l'activité croissante des groupes de protection de l'environnement autrichiens. Des membres du Parlement Européen ont dit qu'ils espéraient pouvoir débattre de ce sujet cet automne.

Toutefois, il manque toujours quelque chose. Cela a été à peine mentionné dans le communiqué final de la conférence. C'est que la "contre-proposition", sous couleur de pérestroïka, auquel pense le Parti Communiste hongrois, serait d'arriver à bouger la masse conservative entêtée du parti.

Un congrès sur les alternatives

Les sources alternatives d'énergie et les techniques de conservation de l'énergie, et l'évidence qu'il n'y a pas que les problèmes d'environnement mais aussi les coûts effectifs, les créations d'emplois, doivent être le sujet d'une autre conférence officielle en Hongrie. Convaincre les légions d'ingénieurs de l'Agence de l'Eau et les bureaucrates qu'ils seront recyclés et non pas mis à la porte est essentiel pour permettre au fleuve Danube, mondialement connu, d'être sauvé de son carcan de béton armé.

Sara PARKIN

(suite de la page 8)

CONCOURS VIDEO "ESPACE MENACES"

La FRAPNA Savoie, en collaboration avec la maison de la Culture de Chambéry et le service audio-visuel de la Fédération des Œuvres Laïques de Savoie, organise un grand concours vidéo sur le thème "Espaces menacés" qui est à comprendre dans le sens le plus large de regard sur l'environnement naturel ou urbain. Ce concours est ouvert aux amateurs résidant en France métropolitaine. Les œuvres doivent êtres réalisées en VHS-Secam. Du début à la fin, la durée ne doit pas excéder 6 minutes. Les vidéos doivent être envoyées entre le 1er février et le 15 mars 1989 accompagnées de 15 F en timbres pour les frais d'inscription. Règlement complet à demander à : Concours "Espaces menacés", Frapna-Savoie, 20 rue Croix d'Or 73000 Chambéry. Tel : 79 85 31 79.

P - GASPILLAGE A LA UNE

Robin des Bois est intervenu au Portugal pour protester contre l'immersion de 5000 voitures neuves ! Au départ le naufrage d'un voiturier en provenance du Japon qui contenait ces véhicules. Celui-ci a été amené dans un port portugais. Ensuite, il a été décidé de jeter les voitures par 2000 m de fond... pour ne pas dépasser les quotas pour les voitures japonaises au Portugal n'est que de 10 000 par an ! Authentique ! Robin des bois a dénoncé ce gaspillage insensé et les risques de pollutions en mer. Les importateurs n'ont pas trouvé de solutions et ont donc commencé à transférer les voitures sur d'autres petites embarcations pour les emmener au large et ceci dans la précipitation. Les grandes marques avaient semble-t-il surtout peur que les Portugais ne démontent les véhicules pour récupérer les pièces détachées.
Robin des Bois a réussi à monter à bord et à occuper pendant plusieurs heures la grue qui servait à procéder à l'opération. Les écologistes locaux ont apporté leur soutien, les autorités se sont fait discrètes. On attend de connaître la fin de l'histoire.
Une société qui se permet d'envoyer 5000 voitures mouillées au fond de l'eau quand plusieurs milliards d'individus ne vivent pas dans des conditions décentes, cela existe : c'est la Terre.
Pour en savoir plus : Robin des Bois, 15 rue Ferdinand Duval, 75004 Paris. Tel : (1) 48 04 09 36.

01 - FESTIVAL CULTURE ET NATURE

Du 5 au 15 octobre, le groupe Ain-Nature Frapna organise le premier festival régional "Culture et Nature" à la MJC de Bourg en Bresse.
Au programme : exposition-vente de sculptures, gravures, aquarelles, nuit du film, soirée chanson, théâtre... Renseignements : FRAPNA-Ain, Maisons des sociétés, 01000 Bourg en Bresse, tel : 74 45 17 58 de 14 à 17 h.

69-71 - MARCHE DE PROTESTATION

Le Comité Départemental du Tourisme Pédestre organise une marche à Poule-lès Echarmeaux, au nord du département du Rhône, le dimanche 9 octobre avec des départs de 8h30 à 13h pour protester contre la multiplication de l'usage des sentiers de randonnées par les véhicules 4x4 et les motos "vertes".
Renseignements : CDTP, Pavillon du Tourisme de Lyon, Place Bellecour, BP 2254, 69214 Lyon Cédex 02.

HALTE AUX DECHETS BALADEURS !

A la mi-septembre, plus personne ne sait ce que sont devenus les bateaux-poubelles de l'été. Il est temps de prendre nos responsabilités.

Le scénario se répète de plus en plus souvent. La récente histoire du Karin B nous rassure sur un point : les pays africains commencent à comprendre le marché commercial empoisonné qu'on leur a fait. Le Karin B ramenait en Europe des déchets hautement toxiques refusés en Afrique.

Mais le scénario est inquiétant : nous avons déjà dénoncé les risques dans les pays africains de voir se multiplier les poubelles, mais le transport sur la route du retour coûte cher et le risque est grand, à la suite de la balade de port en port européen du Karin B, que les prochains transports de cette nature finissent dans un endroit fort discret : le fond de la mer.



L'association Robin des Bois demande donc que les bateaux contenant des déchets soient acceptés dans les ports français et qu'on prenne les mesures nécessaires pour assurer le traitement des déchets afin d'éviter de telles impasses.

Après l'hypocrisie des gouvernements européens découvrant les déchets stockés en Afrique, va-t-on retrouver l'hypocrisie des gouvernement à ne pas voir les risques d'immersion clandestine ? Cette pratique n'est pas interdite depuis si longtemps.

Pour en savoir plus sur ces problèmes :

Robin des Bois, 15 rue F.Duval, 75004 Paris, tel : (1) 48 04 09 36.

KANAKY

"L'INDEPENDANCE POUR LES VIVANTS"(1)

Le 6 novembre prochain, nous sommes appelés à nous prononcer sur les "accords de Matignon" concernant l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Que faut-il en penser ? De nombreux débats ont eu lieu pour analyser ces accords, dont le plus important sur le Larzac du 31 août au 3 septembre, a réuni avocats, etnologues, sociologues... et membres du FLNKS.

Les accords de Matignon

Les accords de Matignon ne sont pas encore disponible mais l'on sait déjà l'essentiel de leur contenu. Rappelons-en, brièvement, les principales dispositions :

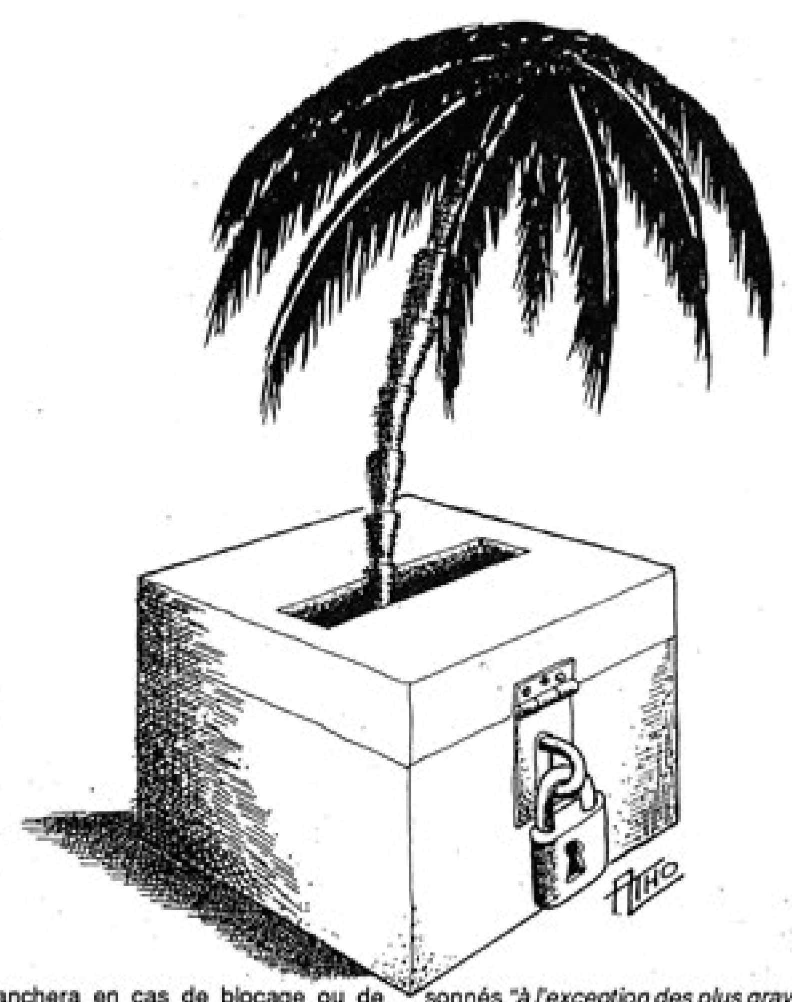
- création de trois provinces, au lieu de quatre lors du Plan Pisani. Le but étant une décentralisation *"au profit des collectivités qui permettent de représenter les populations du territoire dans leur diversité culturelle et économique"*.

- *"la communauté mélanésienne (...) première victime des déséquilibres issus de la colonisation doit être le principal bénéficiaire des mesures mises en œuvre"*. A cet effet, les mesures d'accompagnement des accords prévoient une aide financière plus importante (3/4 contre 1/4) aux régions mélanésiennes.

- En 1988, *"les populations de Nouvelle-Calédonie, intéressées au choix de leur destin, pourront se prononcer, assurées de leur avenir, sur la nature des liens entre ce territoire et la France, en exerçant le droit consitutionnel à l'autodétermination"*.

- *"Seront admis à participer à ce scrutin les électeurs inscrits sur les listes électorales du territoire à la date de cette consultation et qui auront été domiciliés de manière continue depuis la date du référendum approuvant la présente loi"*. Les listes électorales seront vérifiées.

- Le territoire est administré par le Congrès, constitué par la réunion des assemblées des provinces et par le haut commissaire. Le texte ne précise pas si le haut-commissaire est au-dessus du congrès ou à ses côtés : qui tranchera en cas de blocage ou de conflit ?



- Est constitué un "Comité Economique et Social" chargé de conclure des contrats de développement avec les provinces.

- Des indemnités sont prévues pour les personnes victimes des violences.

- Un référendum permettra de garantir une stabilité politique de ces accords.

- Une amnistie sera appliquées à tous les militants politiques emprisonnés *"à l'exception des plus graves"*.

Que faut-il en penser ?

Plusieurs choses ont étonné dans cet accord. Le premier point est la vitesse à laquelle il est intervenu. Vitesse qui ne correspond guère avec les méthodes coutumières des Mélanésiens, habitués à de longues discussions pour obtenir un consensus au sein du FLNKS. Des déclarations de certains militants FLNKS ont montré que la décision n'a pas toujours pu être

discutée à la base et Jean-Marie Djibaou a dû affronter une contestation interne.

Tout le monde reconnaît toutefois aujourd'hui que c'est une moins mauvaise solution puisque si elle ne résoud absolument pas le problème de l'indépendance, elle permet au moins d'éviter la guerre civile. Il n'y a guère que les ultras, Front National et tendance Pons/Pasqua du RPR d'un côté et Ligue Communiste Révolutionnaire de l'autre à regretter ce "constat à l'amiable".

A la différence de nombreuses décolonisations, la voie du dialogue serait une première, par rapport aux affrontements que l'on a connus dans d'autres situation. Ceci a été rendu acceptable pour les Kanak par le rapport de force sur le terrain. Une solution violente ne pouvait que conduire à la victoire des Européens, supérieurs en armes et en moyens. Par le dialogue entre les communautés, on peut espérer arriver à un résultat concret sans verser de sang supplémentaire. C'est un véritable défi pour les théories nonviolentes qui vont se trouver confrontées, en grandeur réelle, à un conflit d'importance.

Cette difficulté se traduit par la pensée des signataires. Pour Jean-Marie Djibaou, *"Dans dix ans, ce sera l'indépendance avec tout le monde"*. Pour Jacques Lafleur, *"Dans dix ans, ce sera la France avec tout le monde"*.

On peut s'interroger pour savoir ce qui a poussé le RPCR à accepter cet accord et à faire de nombreuses concessions. Cela faisait des années que Jacques Lafleur n'avait pas serré la main d'un "singe". En fait, pour le RPCR qui tient les rênes de l'économie, les événements des mois derniers ont isolé la Nouvelle-Calédonie. Le massacre d'Ouvéa a encore mis la France dans une situation délicate dans le Pacifique (après les essais nucléaires et l'affaire Greenpeace, on cumule) et les intérêts pécuniaires des grandes familles caldoches commençaient à en souffrir.

Ces accords ont permis au FLNKS de marquer de nombreux points. Le premier, et pas le moindre, est le changement de statut : de "terroristes", ils deviennent partenaires. Par la création des régions et les accords économiques, ils vont pouvoir pendant dix ans prouver leur capacité à gérer le pays. Ce dernier point montrera si le futur gouvernement kanak est apte ou non à développer une politique cohérente avec la culture et les coutumes mélanésiennes. Enfin, et c'est ce qui a permis d'emporter le soutien de la quasi-totalité des tendances du FLNKS, la délégation a obtenu une promesse d'amnistie pour les nombreux prisonniers kanak. Ainsi, ceux incarcérés en France, dans le cadre de l'affaire d'Ouvéa, seront progressivement mis en liberté provisoire sur l'île... et pourront être amnistiés si les décisions prises se mettent en place.

Et le référendum ?

Le référendum peut apparaître comme une bizarreté dans cet accord et les discussions vont bon train dans les associations de soutien au peuple kanak pour savoir comment se prononcer sur celui-ci. La question qui va nous être soumise ne concerne nullement l'indépendance de l'île, mais simplement nous demande si nous sommes d'accord avec cet accord.

Certains groupes pensent qu'il faut continuer l'information en lien avec les Kanak et ne pas faire campagne sur le référendum. C'est le cas de la LCR qui prône un "boycott actif".

C'est oublier un peu vite l'origine de ce référendum. Il n'est pas de la volonté du gouvernement Rocard ou du RPCR, mais réalisé à la demande du FLNKS qui voit là une possibilité constitutionnelle d'éviter les changements politiques sur l'île lors des changements politiques en métropole. En effet, un référendum constitue un texte supérieur à une loi du parlement et seul un autre référendum pourrait alors annuler la décision de celui-ci. On comprend alors que, comme le dit le FLNKS, *"le référendum est une porte ouverte sur l'avenir"*. C'est aussi la garantie que l'amnestie des prisonniers sera effective puisqu'incluse dans le référendum, elle passera au-dessus des lois de justice et pourra donc stopper les procédures juridiques en cours.

Dans ces conditions, ne pas faire campagne pour le Oui au référendum est une aberration. Celle-ci est d'autant plus grave qu'un Non signifierait le retour au statut Pons et la porte ouverte aux affrontements.

Ce référendum présente un intérêt supplémentaire : pour la première fois depuis 20 ans, les Français vont devoir voter pour une idée et non pour un parti politique. Cette idée de référendum que les écologistes et les autogestionnaires ont toujours mise en avant doit nous permettre également de regagner un peu de démocratie : au lieu d'un accord entre le FLNKS, le RPCR et le gouvernement Rocard, c'est un accord entre deux peuples qu'il convient d'y voir. Tout militant pour la démocratie directe ne peut y trouver qu'un bénéfice. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'extrême-gauche et extrême-droite se retrouvent : la démocratie n'est certainement pas un point prioritaire de leur programme.

Voter Oui, c'est voter pour le respect de la personne humaine, c'est voter pour le dialogue entre les communautés. Il est heureux de constater que du PC à une partie du RPR en passant par les écolos et les non-violents, l'unanimité se fasse sur ce point. Mais bien sûr, ce n'est pas ce référendum qui va faire progresser l'île vers l'indépendance.

Décolonisation, Indépendance et souveraineté

Si aujourd'hui, le FLNKS avait obtenu l'indépendance, on peut craindre, vu le rapport de force, de voir se développer dans l'île non pas une politique mélanésienne, mais un pouvoir blanc toujours plus minoritaire (de part la natalité fort différente) et donc obligé de prendre des mesures de plus en plus répressives contre les envahissants Kanak. Cela devrait vous rappeler un autre pays du même genre : l'Afrique du Sud. Et l'idée d'éviter un nouvel apartheid dans le Pacifique n'est pas étrangère à la volonté du LPK, parti majoritaire du FLNKS, parti de Jean-Marie Djibaou, de demander un temps de préparation avant un nouveau scrutin d'autodétermination. Le FLNKS avait proposé une durée de cinq ans, c'est dix qui a été choisi.

De son côté le RPCR n'exclut pas une partition de l'île entre le port de Nouméa d'une part, son tourisme, ses commerçants, sa base militaire... et le reste de l'île. Mais là, ne risque-t-on pas de voir se développer une solution, en proportion moindre, du genre de l'Irlande du Nord, cas extrême... ou à l'image de Chypre où l'île est coupée en deux. L'indépendance ne résoud donc pas forcément le problème de la souveraineté du peuple kanak.

Enfin, le problème militaire n'a pas été résolu, ni même guère abordé. Sur l'île, les militaires se montrent plus discrets avec la baisse de la tension ces derniers mois. Des contingents sont rentrés en métropole, la plupart sont stationnés à Nouméa. Sur ce point délicat, dans la perspective de l'indépendance, le FLNKS n'est plus opposé au RPCR... mais bien au gou-



vernement Rocard. Rappelez-vous les images de télévision où Rocard et Lafleur, debout au garde-à-vous, écoutent la Marseillaise, alors que Jean-Marie Djibaou, à la même tribune, reste assis.

Lorsque Hernu était un brillant ministre de la Défense (de gauche pour ceux qui auraient un doute), celui-ci avait résolu à sa manière le problème de la revendication indépendantiste en annonçant un agrandissement de la base militaire de Nouméa. A ce que l'on peut savoir, cette décision n'a nullement été remise en cause depuis, pas plus par la droite que par le nouveau gouvernement Rocard.

Car au-delà des problèmes de relations difficiles entre Caldoches et Kanak, le problème de la présence de la France est loin d'être résolu. La proximité des îles polynésiennes où l'agitation indépendantiste est amplifiée par les menaces des essais nucléaires fait craindre à la France une contagion et la perte de toutes ses bases dans le Pacifique.

Quand on sait que Yves Rocard, père de Michel, est l'un des quatre responsables à avoir mis au point la bombe nucléaire française que l'on teste depuis à Mururoa, on comprend qu'il reste là une épine de taille dans le dossier calédonien.

Au delà du référendum

Il existe aujourd'hui tout un réseau d'associations de soutien au peuple kanak qui rassemble des groupes divers : non-violents, écolos, extrême-gauche, gauche, libertaires, églises, syndicats... Il est bien évident que ces groupes ne pourront se satisfaire d'un référendum qui porte sur une période de dix ans.

Le rôle le plus important, en relation avec les Kanak, sera bien sûr d'être vigilant et d'aider à faire passer l'information entre l'île et la métropole. Dans les idées développées cet été sur le Larzac, en voici quelques unes :

-créer un service d'information en lien avec l'Agence de Presse Kanak et les différents organes de presse indépendantistes de l'île ,

- mettre en place un observatoire économique dépendant du FLNKS pour suivre l'évolution de la politique économique des régions indépendantistes, aider à la réalisation d'une économie qui ne reproduise pas les erreurs du modèle occidental,

- travailler en relation avec le collectif des avocats du FLNKS pour vérifier la bonne application des accords sur l'île, et éviter les dérapages observés lors du Plan Pisani, pour vérifier les listes électorales, suivre les instructions en cours et la bonne application de l'amnistie,

- continuer à organiser des réunions publiques d'information pour maintenir l'intérêt sur le problème calédonien.

De notre vigilance dépendra pour une bonne part l'évolution de la situation sur l'île. Un accord peut toujours être rompu par l'une ou l'autre des parties concernés et les dramatiques événements du printemps dernier ne sont malheureusement pas forcément les derniers.

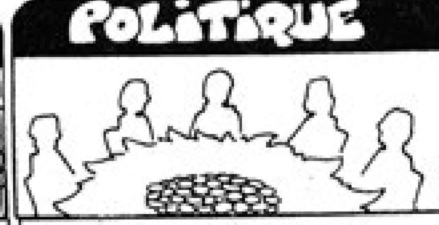
Michel BERNARD

(1) "L'indépendance, on ne la fait pas pour les morts, mais pour les vivants" - Jean-Marie Djibaou.



69 - LE DOUBLE HERITAGE AUJOURD'HUI DE L'IDENTITE KANAK

Le Centre Thomas More organise les 26 et 27 novembre, une session sur ce thème, avec Alban Bensa, ethnologue au CNRS, Alain Saussol, géographe à l'Université de Montpellier, José Tessier, de la Chambre d'Agriculture de Tulle, chargé de mission auprès de la région Nord de la Nouvelle-Calédonie.
Au moment où s'élabore difficilement en Nouvelle-Calédonie, la concertation des communautés, qu'en est-il aujourd'hui de l'identité kanak et quelle dynamique risque désormais de l'entraîner : une hantise passéiste de ses origines, ou , au contraire, la soif de l'assimilation à une modernité venue de l'étranger ?
Renseignements et inscriptions : Centre Thomas More, BP 105 69120 L'Arbresle, tel : 74 01 59 19.



HOMMES ET FEMMES A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Il y a eu 34 élues pour 543 élus aux dernières élections législatives... ce qui en proportion fait une élue pour 880 000 femmes contre un élu pour 50 000 hommes. Un rapport de 1 à 17. Le féminisme a encore du chemin à parcourir.

ELECTIONS CANTONALES

En 1982, le ministère de l'Intérieur recensait 118 candidats écologistes. En 1985, il en recensait 216 ... dont 170 seulement en liaison avec les Verts. On notait en particulier des sous-marins du PC en région parisienne devant prendre des voix au PS et ainsi permettre au PC d'arriver en tête au premier tour. Sur les 170, une centaine faisaient plus de 5 %, une dizaine plus de 10%. En 1988, les Verts présentent 340 candidats... résultats dans le prochain numéro.



75 - MESURES TRUQUEES A NOGENT-SUR-SEINE

Le Comité Stop-Nogent a découvert que les mesures faites par les services de la Navigation (1 par an) et par l'Agriculture et par l'Agence Financière de Bassin (4 par an) sont programmées longtemps à l'avance. Aussi, ce n'est peut-être pas un hasard si, lors des contrôles chimiques de l'eau de Seine à Nogent, la centrale EDF était systématiquement à l'arrêt ou à faible puissance. Les résultats sont d'ailleurs significatifs : aucune augmentation de la pollution depuis la mise en service de Nogent 1. Renseignements : Comité Stop-Nogent, c/o Nature & Progrès, 14 rue des Goncourt, 75011 Paris.

NOUVELLE ADRESSE DE WISE

L'Agence Mondiale d'information sur l'Energie, WISE (en Anglais) a changé d'adresse : WISE-Paris, 36, rue de la Butte aux Cailles, 75013 Paris. Tel : (1) 45 65 47 93.

GENERATION ATOMIQUE

A combien de générations une centrale nucléaire profite-t-elle ? 1 génération.
Combien de générations ont vécu depuis la naissance du Christ ? 70 générations
A combien de générations laissons-nous en héritage les déchets atomiques ? 3000 générations.
30 ans de courant électrique = 100 000 ans de déchets atomiques. (Panda).

TRANSNUCLEAR : CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE DU PARLEMENT EUROPEEN

Au printemp dernier éclatait une affaire de trafic de déchets radiocatifs en Belgique, avec des retombées dans tous les pays européens (voir numéro précédent). Une commission d'enquête de la CEE remet aujourd'hui son rapport.
"L'affaire avait tout d'un super polar. Sauf qu'à la fin, il manque toujours le meurtrier". Le député danois Iversen, membre de la commission d'enquête résume bien le problème des parlementaires européennes qui ont remis les conclusions de leur travail au parlement lors de la séance plénière de juillet à Strasbourg. Des sommes importantes sous forme de pots-de-vin ont été versées et deux personnes impliquées dans l'affaire sont mortes "suicidées". Pourquoi ?
s dans l'affaire sont mortes "suicidées". Pourquoi ?

ctifs était à l'origine de l'enquête. La commission d'enquête n'aura pas réussi à faire la lumière sur tout. La politique du secret dans le milieu des matières fissiles et les pressions politiques auront eu le dessus : sabotage du travail par le gouvernement belge, rendez-vous annulés, absence de procès verbaux in-extenso, pas de droit de regard sur les archives d'Euratom, problèmes de traduction entre les dix langues de la Communauté... enfin, seuls les députés Arc-en-ciel ont jugé bon d'embaucher un conseiller, ce qui montre le peu d'intérêts des autres groupes politiques.
Cette enquête aura quand même permis de montrer les irrégularités suivantes : pots-de-vin, registres incomplets, acceptation de déchets non-traitables, renvois de produits différents, disparition de plutonium...un "chaos organisé" comme le révèlera un haut fonctionnaire.
Cette affaire montre d'une part que les garanties de sécurité sur les transports de matières nucléaires sont insuffisantes et inefficaces et prouve que des détournements à des fins militaires sont possibles... ceci est d'autant plus vrai que la quantité de déchets à surveiller augmente sans cesse.
D'autre part, le fonctionnement de la commission d'enquête et son incapacité à conclure montrent l'incapacité des politiques à contrôler les nucléocrates. Le parlement a bien proposé une commission de Contrôle... pour surveiller des instances qui sont déjà chargées de contrôler... Autant dire que les intérêts sont trop grands pour les politiciens qui par ailleurs ne sont pas forcément désintéressés. (source WISE-Paris).

13 - DEMOCRATIE BAFOUEE

Dans notre numéro d'été, nous vous donnions les résultats du référendum organisé à Istres sur le problème d'un projet de stockage des déchets. Avec 31 % de votes exprimés et 98 % de voix contre le projet, on ne pouvait pas être plus clair.
Le 29 juillet dernier, le préfet des Bouches-du-Rhône a publié un arrêté autorisant la COGEMA à exploiter à Istres un stockage de 280 000 tonnes d'uranium appauvri. Vive la démocratie !
Le comité qui s'oppose au projet a organisé pendant l'été une grève de la faim tournante et a annoncé son intention de déposer un recours devant le tribunal administratif.
Renseignements : Guylaine Cozza, 31 les Narcisses, 13800 Istres, tel : 42 56 53 26.

D - LE COUT DES DECHETS RADIOACTIFS

Un oubli de taille dans le coût des déchets radioactifs : les salaires des forces de l'ordre. En 1986, à l'usine de retraitement de Wackersdorf, actuellement en construction, les 6000 fonctionnaires ont travaillé un peu plus de 2 millions d'heures pour empêcher les manifestants de pénétrer sur le chantier. Pas moins de 4000 manifestants ont d'ailleurs fait à cette occasion un tour en prison. Conclusion : si le nucléaire n'est pas rentable, c'est la faute aux antinucléaires.



"Chocolat" de Claire Denis

Que de symboles ! Est-ce un film sur le colonialisme ? sur les relations entre les noirs et les blancs, sur l'Afrique, sur les Africains, ou tout simplement sur le sens de l'expression "être de quelque part" ?
Outre les superbes prises de vue, la mise en valeur extraordinaire du Cameroun, c'est une jolie tranche de vie, où partout affleure une impalpable sensibilité. Des allusions parsemées à cueillir au passage, après il est trop tard, ou bien il faut aller revoir le film, ce qui n'est pas plus mal !
Enfin on a trouvé un rôle pour Isaach de Bankolé, qui, jusqu'à présent avait toujours joué faux, dans des films comiques (Black Mic-Mac, les Keufs). C'est lui qui détient la sobriété et l'émotion.
Les dernières scènes du film sont un véritable engagement à une réflexion philosophique. Où l'on s'aperçoit que le racisme (jugement de quelqu'un à partir de ce qu'on imagine, parce qu'il appartient à un groupe reconnaissable) existe dans tous les sens et que même ceux qui en sont victimes le pratiquent. **Perline.**

"Le Grand Bleu" de Luc Besson

C'est évidemment un film à voir sur le plus grand écran possible, avec le meilleur son possible.
Encore un mélange de thèmes, de sujets, où l'on peut n'en voir qu'un, ou quelques uns, aimer, ne pas aimer ; le style Besson, en tout cas, n'est pas transposable.
L'auteur de "Subway" a une manière de mêler la finesse de sentiments avec l'humour et la connerie des compétiteurs très impressionnante.
L'amitié, ambiguë puisque liée à la concurrence, est superbement jouée par les comédiens-plongeurs..
Mais Besson a donné des rôles de femmes franchement machistes. Elles sont vues à travers le petit bout de la lorgnette, tel qu'un homme aimerait les voir. Clichés partout : lui fait de belles choses, gagne de beaux records, se concentre d'une telle manière... beau comme Olympe; alors qu'elle lâche son boulot, comme ça, juste pour rester avec lui et le regarder admirativement. Elle ne comprend rien à son mec, on n'a plus que droit à ses hurlements, et crises, que certains qualifieraient d'hystériques, mot historiquement parlant des femmes... Quels poncifs ! Oserai-je vous dire que ça m'a un peu gâché le plaisir ? **Perline.**

PROPAGANDE

NUCLEAIRE ET OPINION PUBLIQUE

"*En matière d'opinion publique, une idée fausse est un fait vrai*". Cette réflexion difficilement contestable était exprimée par Pierre Weill, président de la SOFRES, à l'ouverture d'un colloque international organisé à Paris, le 18 juin 1987. Au programme : "nucléaire, communication et opinion publique" (*)

Beaucoup de beau monde à ce colloque : outre le président de la Sofrès, s'y côtoyaient des représentants d'EDF, du CEA, de l'industrie nucléaire allemande ou américaine, etc... Rassurez-vous, les écologistes n'avaient pas été conviés et la seule note un peu critique fût amenée par les journalistes, en particulier F. Harrois-Monin, pour le compte de l'"Express". A l'initiative de cette rencontre, la Société Française de l'Energie Nucléaire (SFEN), sorte de regroupement du gratin du lobby nucléaire qui prend parfois la relève de la propagande d'EDF ou du CEA.

La démocratie des décideurs

T. Roser, secrétaire générale de la Société Nucléaire Allemande, aborde le problème de front : pourquoi les ingénieurs nucléaires français s'intéresseraient-ils à l'opinion publique ? *"Bien sûr, il y a la réponse standard qui dit qu'en démocratie l'opinion publique détermine le sort de toute activité. Or, cet adage est aussi manifestement faux qu'il est vieux : cela fait des siècles que nous payons des impôts bien que l'opinion publique ne les ait jamais acceptés"*.

Le ton est donné : il ne s'agit pas d'abord de faciliter une prise de décision démocratique. Il s'agit de "gérer" une opinion publique versatile, facilement déstabilisée par des rumeurs ou des craintes irrationnelles. Ce qui, précise le président de la Sofres *"n'est pas condamnable sur le plan moral"*. Soit. On peut tout de même s'inquiéter quand l'orateur américain estime que *"l'opinion publique peut s'améliorer au point de nous laisser le champ libre pour accroître notre programme nucléaire"*. Le champ libre ! On voit bien que l'opinion publique n'est considérée que comme une contrainte désagréable dans l'élaboration d'un programme nucléaire par des spécialistes compétents. Quitte à ce que ces spécialistes déploient des prodiges de "pédagogie" pour convaincre le public que le nucléaire est à la fois une évidence et une nécessité vitale. C'est pourquoi EDF et CEA n'hésitent pas à payer plusieurs sondages par an pour tester les réactions des Français par rapport à l'industrje nucléaire. Les moyens engagés ne permettent pas pour autant de résoudre tous les problèmes.

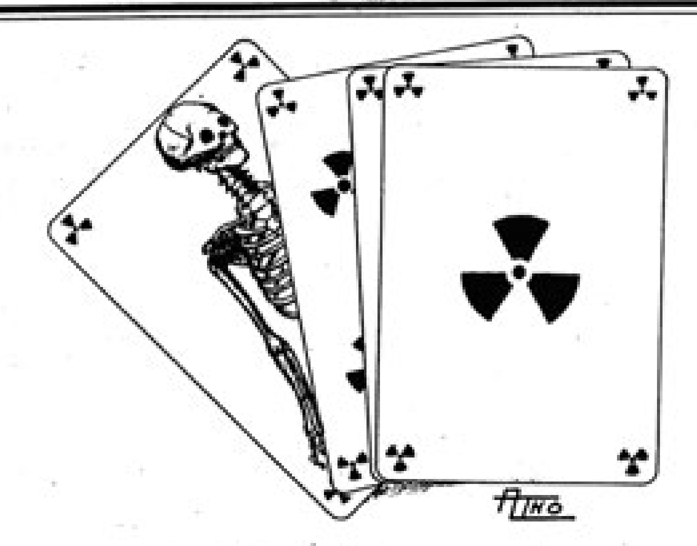
Des chiffres délicats à interpréter

Même si les interviews sont menées par un personnel qualifié, avec de nombreuses précautions dans l'échantillonnage, l'interprétation des chiffres reste très délicate. D'autant plus que les opinions sur le nucléaire sont difficiles à corréler avec d'autres données sociologiques. On retrouve des opposants ou des partisans du nucléaire dans toutes les couches sociales, dans les agglomérations petites ou grandes,

etc... L'opinion des socialistes a largement évolué sur cette question depuis 1981. Tout au plus peut-on affirmer que les femmes sont nettement plus antinucléaires que les hommes (+ 15 %). Ceci serait à imputer, suivant les spécialistes, à des ménagères peu informées.

Un exemple particulièrement intéressant est celui des populations habitant à proximité des centrales nucléaires. Dans les sondages, celles-ci apparaissent plus favorables à l'énergie atomique ou moins soucieuses des risques que la population globale. L'interprétation immédiate tombe : les gens qui voient le nucléaire de près se rendent bien compte de ses bienfaits. Mais on apprend par ailleurs que les sondages ont permis à EDF d'implanter ses centrales dans des régions où l'opinion était déjà acquise. Où est donc la cause et où sont les effets ?

Des entretiens plus approfondis avec la population locale permettent d'affiner les interprétations possibles. On apprend ainsi que ces gens développent une psychologie un peu particulière : ils soutiennent le nucléaire parce que de toute façon, il ne peuvent pas faire autrement. C'est-à-dire : à défaut de vivre ce qu'on pense, autant penser ce qu'on vit. L'accident de Tchernobyl a un peu ébranlé ces mécanismes : soit la centrale connaît un défaut de fonctionnement facilement circonscrit : rien à faire ; soit la centrale "explose" et tout le monde est tué : c'est très improbable, et dans ce cas-là, rien à faire non plus. Tchernobyl est venu rappeler qu'il pouvait y avoir quelque chose entre les deux...



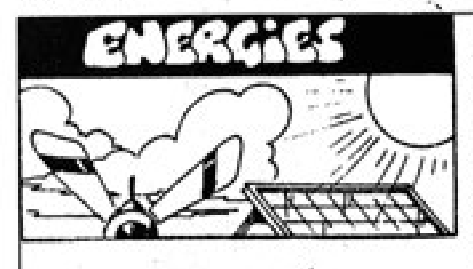
La nouvelle donne

Mais finalement, nos nucléocrates restent confiants : une partie des opinions négatives exprimées après Tchernobyl redeviennent positives. Et puis, il n'y a pas grosse corrélation entre opinion sur le nucléaire et vote : ce n'est pas parce que les gens sont contre le n,ucléaire qu'ils vont voter vert. Conclusion : le nucléaire n'est pas près d'être aboli par le pouvoir politique.

Toutefois les spécialistes de l'opinion publique multiplient les mises en garde. Même si les chiffres globaux ont peu évolué leur répartition est sensiblement différente. Selon eux, les acteurs principaux du débat nucléaire, le CEA, EDF, le SCPRI, mais aussi les écologistes, sont disqualifiés. Leurs argumentations ne sont reçues qu'avec septicisme par le public. Par contre les organisations de consommateurs, telles que "Que Choisir ?" ont gagné en crédibilité. L'opinion est "fragilisée" et les rumeurs expriment cette défiance de l'information venue d'en haut. Le doute s'est installé. A nous aussi d'en tirer les conclusions.

Jean Luc Thierry.

(*) Merci à "Radio-Zones" de Genève qui nous a communiqué le numéro de septembre-octobre 87 de la "Revue Générale du Nucléaire" qui donne le compte-rendu détaillé de ce colloque.



LES VEHICULES SOLAIRES ARRIVENT

En Suisse, une centaine de véhicules solaires ont été vendus cette année. Ces véhicules sont de deux sortes : soit avec une carrosserie intégrant des photopiles et des batteries électriques, soit seulement les batteries... que l'on peut recharger chez soi avec des photopiles ou directement au secteur... ce qui n'a alors plus rien d'alternatif.

En Allemagne, une première usine vient de se créer et fabrique des voitures avec photopiles intégrées pour un prix de 60.000 à 80.000 F. Le véhicule pour deux personnes peut atteindre la vitesse de 80 km/h et fonctionne même par temps couvert. Il est autorisé sur les routes suisses depuis le début de l'année et en Allemagne depuis le début septembre.

Aux Etats-Unis, un véhicule de Général Motors vient de remporter la course Darwin-Adelaïde à la vitesse moyenne de 80 km/h avec des pointe de vitesse à 110 km/h. Général Motors annonce son intention de commercialiser des véhicules ayant 300 km d'autonomie sans lumière, pouvant rouler à 80 km/h de moyenne... pour un prix similaire à celui d'une voiture à essence.

Comptons les mois, les années... pour que de tels véhicules apparaissent en France.

LES BATEAUX SOLAIRES ARRIVENT AUSSI

Demain, les péniches avanceront dans nos canaux, silencieuses et sans pollution d'aucune sorte. Les panneaux des cales auront été remplacés par des photopiles et le moteur diesel par un moteur électrique. Une première course de bateaux solaires s'est déroulée à Neuchâtel, en Suisse, le 1er juillet dernier. Une deuxième course a eu lieu les 24 et 25 septembre sur le lac Léman. Vitesse de déplacement : 8 km/h. La technique peut très facilement être adaptée à toutes les sortes de bateau. La Suisse est à la pointe du véhicule solaire...

Il paraît que ce pays n'est pas très éloigné de la France.

69 - ENSEIGNEMENT ECONOMIE D'ENERGIE & ENERGIE SOLAIRE

La MJC de Bron, à côté de Lyon, organise avec le concours de l'ALEDES, Association pour l'Etude et le Développement de l'Energie Solaire, un cycle de formation en 10 scéances, le samedi de 10 h à 11 h 30. Cette formation s'adresse au plus de 15 ans et aux adultes.

Au programme : panorama de l'énergie et situation des énergies renouvelables, thermique de l'habitat, matériaux isolants, gisement solaire et capteurs, électricité solaire et photovoltaïque, habitat climatique et maison solaire, énergie solaire et tiers-monde, aspects économiques, visites de laboratoires et de maisons solaires.

Première scéance : 1er octobre, dernière scéance : 10 juin. Prix : 570 F (+ adhésion 35 F).

Renseignements : MJC Bron, Place Gaillard Romanet, 69500 Bron, tel : 78 26 87 25.

MALVILLE : REMISE EN ROUTE POUR BIENTOT ?

Si l'année 1987 a été pour "Superphénix" une "année médiatique", selon les propres termes de la Nersa, société responsable du site, il est difficile d'en dire autant pour 1988.



Depuis le début de l'année, les informations ont été distillées au compte-goutte. Aujourd'hui, l'opacité est redevenue la règle. Non pas qu'il n'y ait pas matière à informer : évolution des travaux, étude des conséquences de la modification du projet...

Sans doute, ce silence est-il calculé : se faire un peu oublier afin de réduire au maximum la pression médiatique et populaire sur le pouvoir politique. Dans peu de temps la NERSA aura à présenter au Ministère de l'Industrie le fruit de ses recherches sur les conséquences sur la sécurité d'un fonctionnement de la centrale sans barillet. D'ici là, il est évident que plus les vagues engendrées par la fuite de sodium que l'on sait seront amorties et plus les chances, pour la NERSA, de réussir à convaincre le gouvernement seront grandes.

Afin d'essayer d'en savoir plus, j'ai contacté, au début septembre, le service des relations publiques de Creys-Malville (1). Le responsable, Mr Jean-François Mottet, a commencé par me dire qu'ils ne donnaient pas de renseignements par téléphone, et qu'il fallait se rendre sur place... A force d'insistance et après lui avoir précisé que je me trouvais en reportage pour "Silence" à Tombouctou, il a fini par me lâcher quelques "bribes" qui ne l'engageaient pas trop :

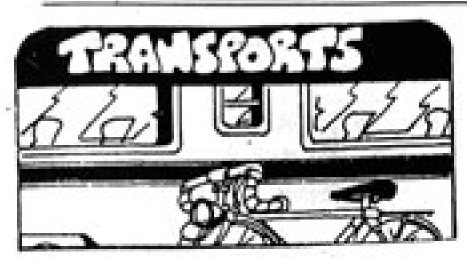
- les travaux de transformation du barillet suivraient leur cours normal,
- il m'a confirmé l'éventualité d'une enquête d'utilité publique complémentaire. Sans toutefois aller plus loin, se déclarant incompétent. En particulier, il n'a pas su - ou voulu - me dire si la remise en route serait également tributaire de cette enquête,
- le dossier à remettre au gouvernement devrait être prêt au mois de novembre prochain, en vue d'une remise en route, "en douceur" m'a-t-il précisé, avant la fin de l'année.

Par ailleurs, signalons que l'action d'expertise indépendante engagée par l'APAG, Association Pour l'Appel de Genève, et financée par souscription sur la Suisse essentiellement (2) a commencé. Le bureau d'études allemand chargé du travail a eu une première entrevue avec Mr Schmitt, le directeur de la centrale, au début de septembre.

Si dans les mois immédiats l'opposition au projet continue à se montrer si discrète (3), on peut par avance s'attendre à ce que cette expertise ne débouche que sur quelques entrefilets dans la presse. Ce serait bien dommage.

Georges DAVID

(1) On peut le contacter pour essayer d'en savoir plus : service des relations publiques de Creys-Malville, Mr Jean François Mottet, tel : 74 80 27 30.
(2) On peut, pour la France, participer à la souscription en envoyant votre collaboration à Silence (mention "Malville"). Nous retransmettrons en Suisse.
(3) Signalons un collage intensif d'affiches pendant la fin août sur Lyon, Grenoble et Genève... par un mystérieux groupe. Affiches dénonçant le projet de redémarrage.



75 - LETTRE OUVERTE AU CONSEIL REGIONAL

La catastrophe ferroviaire survenue le 27 juin dernier en gare de Lyon, et qui a causé la mort de 59 personnes, n'est pas un accident : elle est la tragique conséquence d'un choix politique.
La sécurité absolue est impossible, les écologistes sont les premiers à le reconnaître. Il vous appartient, cependant par les moyens que vous accordez aux services publics de transport, en réduisant les risques d'accidents, de ne pas créer les conditions d'une tragédie aussi grave que celle qui vient d'arriver.
Les responsabilités de cette situation incombent à la SNCF, en raison de son incapacité chronique à faire preuve d'initiative, à alerter l'opinion et les pouvoirs publics quand le service dont elle a la charge ne peut plus être assuré dans de bonnes conditions.
Dans le cas du 27 juin, l'ampleur de cette tragédie est imputable à la surcharge du train percuté. Ce train était en retard et de plus, il accueillait les voyageurs du train précédent qui avait été annulé du fait de l'absence du mécanicien. Les effectifs en personnel ne permettent pas de disposer d'une réserve suffisante pour pallier à des absences inopinées. Cette situation est malheureusement habituelle. Elle est la norme et non l'exception. Elle est causée par la saturation des voies d'accès de la gare de Lyon. Les conditions d'exploitation sont hyper-tendues. Chaque incident, même minime, provoque des retards en cascade qui désorganisent l'ensemble du trafic. L'insécurité est également grande sur d'autres lignes de banlieue de la SNCF, du RER et du métro. Quelles seraient les conséquences d'un téloscopage de deux trains en heure de pointe sur la ligne A dans sa partie en tunnel ?
La responsabilité de cette situation incombe également à l'Etat, et plus particulièrement au ministre des transports de l'ancienne majorité dont la gestion a été désastreuse pour les différents modes de déplacements collectifs.
Elle incombe surtout au Conseil Régional d'Ile-de-France dont les responsabilités sont trop importantes en matière d'aménagement et de transports pour ne pas être directement mises en cause. Ainsi le budget de 1988 accorde plus de 1,7 milliards aux infrastructures routières et autoroutières contre 550 millions aux transports publics.
Cette disproportion est encore aggravée si l'on regarde de plus près. Les crédits de paiement destinés à financer les projets de la RATP et de la SNCF s'élèvent à 515 millions de francs... mais les remboursements de celles-ci de prêts du Conseil Régional atteignent 506 millions de francs. Le Conseil Régional reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre.
Le budget pour la création de nouvelles pistes cyclables : 0 F en 1987, 2 millions de F en 88, à peine l'équivalent de quelques mètres d'autoroutes !
Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les usagers du service public soient transportés de manière indigne et scandaleuse.
Nous pensons que vous êtes collectivement responsables de cet accident majeur. Nous espérons très fortement que vous aurez le courage d'en tirer personnellement les conséquences. Vous êtes élu(e) de la région Ile de France : sachez observer, écouter les besoins de la population francilienne.

Michel Laval,
porte-parole des Verts Ile-de-France.



59 - MIEUX COMPRENDRE L'ECOLOGIE

Du 14 au 27 novembre, le REVIAR, Réalités Ecologiques Vitales Incontournables dans l'Agglomération Roubaisienne, organise une quinzaine "Mieux comprendre l'Ecologie" avec du 14 au 25, de multiples soirées d'informations et des débats sur différents sujets, les samedi 27 et dimanche 28, les 1eres Ecologiades de l'agglomération roubaisienne avec 50 stands associatifs, vins, jus et alimentation "bio". Programme complet : REVIAR, 4-33 rue de la Gare 59170 Croix, tel : 20 89 14 09.

MINITEL POUR AUTO-STOP

Il fallait y penser : enfin une utilisation intelligente du Minitel que l'on doit à la MNEF, Mutuelle Nationale des Etudiants de France : "36 -15 + Stoptel" qui permet de mettre en contact automobilistes et autostoppeurs pour négocier les conditions de voyages en commun.

75-95 - ECONOMIE ET RESPECT DE L'HOMME

Yoland Bresson, professeur d'université à Paris XII, animera une réunion publique sur le thème : "Economie et respect de l'Homme : le participat, l'après salariat : une voie novatrice pour sortir de la crise économique et technologique, une solution d'avenir ?" le vendredi 14 octobre à 20 h 30 à la Salle Maugas, place du Général de Gaulle, à Taverny (95). Renseignements : Maison de Vigilance, 134 route de Bethemont, 95150 Taverny, tel : (1) 39 95 68 28.

26 - STAGE D'AGRO-ECOLOGIE

Un stage sur la planification en permaculture se tiendra du 28 octobre au 1er novembre à travers la planification d'un centre d'accueil en zone de montagne sèche. L'animation est assurée par Emilia Hazelip de Permaculture Pyrénées. Renseignements et inscriptions : "Fontlargias", 26770 La Roche St Secret, tel : 75 53 61 40.

30 - STAGE DE PERMACULTURE

Sur le même sujet, des cours débuteront à partir du 14 novembre, avec Emilia Hazelip au Village universitaire de Thélème, Les Eglantiers, Cardet, 30350 Ledignan, tel : 66 85 03 96. De 1 semaine à 8 semaines, avec possibilités de remboursement par Assedic ou formation continue.

21 - 3EMES RENCONTRES MIEUX VIVRE ET DEVELOPPEMENT

Ces troisièmes rencontres auront lieu les 8 et 9 octobre prochains dans les locaux de l'ESCALE, 29 rue Sambin, à Dijon, et permettront de faire se rencontrer le public et les personnes et associations qui travaillent en faveur du développement personnel, de la connaissance de soi, de l'ouverture de la conscience, de l'éveil spirituel, de l'épanouissement de la créativité, de la promotion de la paix, de la reconnaissance des cultures, des droits de l'homme, du développement du Tiers-Monde, et sera élargi cette année aux thèmes suivants : développement local, initiatives sociales, innovations économiques, création artistique. Pour en savoir plus, prendre contact avec l'Air Libre, 55 rue Chabot Charny, 21000 Dijon, tel : 80 65 46 21 ou Tessito, même adresse, tel : 80 31 65 76.

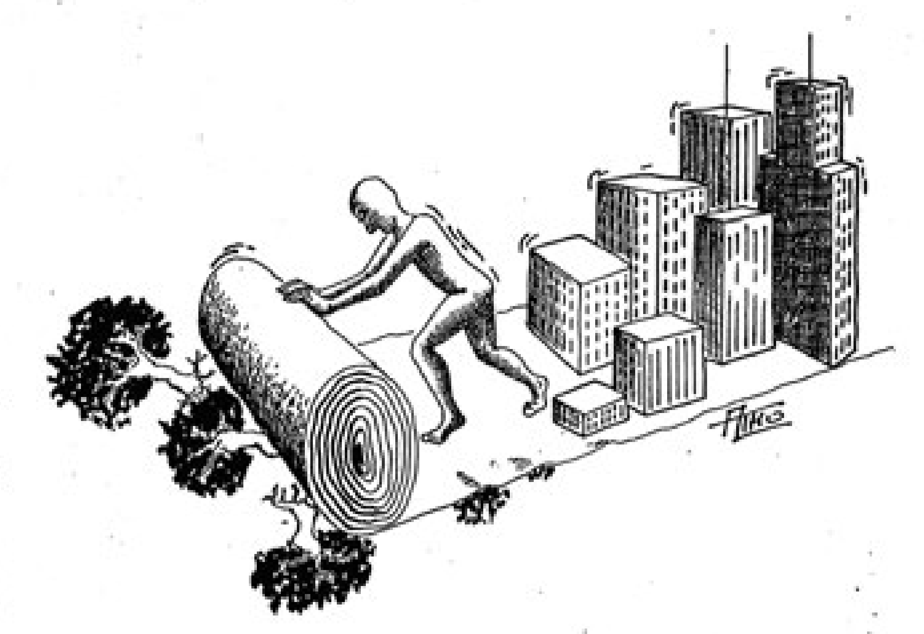
NORD-SUD

RESSOURCES, DEVELOPPEMENT ET DEMOGRAPHIE (2ème partie)

Le monde a eu peur dans les années 60. L'Occident prenant conscience de la dynamique démographique du troisième monde a voulu intervenir en stérilisant et en distribuant pilules et préservatifs. Les intéressés ont vu dans cette volonté un moyen de contrôle des pays riches sur les pays pauvres. Intégrisme chrétien et libéralisme sauvage ont donné depuis lors une autre vision des événements : l'accroissement du "troupeau" ne peut que stimuler une économie "naturelle" où la main invisible récompense le plus compétent.

Pour J.C. Chesnais (1), témoin privilégié de la réussite (?) du système actuel : *"Les pays pauvres ne sont pas étranglés par la spirale infernale de la paupérisation. Les famines régressent* " et il y a *"une amélioration de la situation sanitaire... La croissance démographique n'est pas un obstacle insurmontable au démarrage économique... L'écart relatif de revenu entre pays développés et pays du Tiers monde n'est pas inéluctablement croissant... mais le rattrapage est un processus fort lent qui demandera de longues décennies : les pays développés d'aujourd'hui ont mis plus d'un siècle pour accumuler l'avantage qui est le leur* "

Pourtant la situation devient de plus en plus difficile : érosion des terres, désertification, pollution des écosystèmes (2), menace de famines (3), nouvel essor des maladies, menaces de déstabilisation climatique, industrialisation aveugle, accroissement de l'endettement des pays pauvres, etc... On peut noter aussi l'arrivée de nouvelles technologies médicales. Ces dernières donnent un drôle d'aspect aux relations entre démographie et libéralisme. Le comble de l'horreur est maintenant atteint avec le trafic des organes humains. On peut désormais vendre un de ses reins, un œil, son sang, etc...



Un certain état d'esprit

Le partage du sang est plus *"inique encore que celui des richesses du globe. Les pauvres d'Amérique latine s'en font prélever près de 10 milliards de litres par an au profit des receveurs européens ou américains* "(4). Le tiers monde où vit plus de la moitié de l'humanité est le premier fournisseur en sang du monde, mais ne peut pas se payer les produits finis qu'on en retire.

Ainsi, pour survivre, un grand nombre de personnes sont obligées de vendre leur chair et leur sang et, pire encore, de se débarrasser de leurs bébés vivants. Ces derniers sont quelquefois dépecés. On récupère, par exemple, les reins qui serviront, par la suite, de souche de cultures cellulaires pour les pays riches. On ment à des femmes pour les faire avorter le plus tard possible afin de récupérer le fœtus (ou le bébé). Après cela, certains estiment que *"le prix des organes humains devrait être déterminé en fonction de la demande comme n'importe quel autre produit"*, c'est à dire rétablir les régles de la libre concurrence. Un monde avec beaucoup de pauvres prêts à se vendre par petits morceaux fait déjà le bonheur de plusieurs multinationales (Bayer et Hoechst, Mérieux, etc...)

Cette situation est extrême mais dénote bien l'état d'esprit actuel. Le profit trouve toujours de nouvelles manières de se concrétiser, soit en abusant des autres, soit en pillant l'en-

vironnement.

Persuadés d'avoir inventé des lois où nous pouvons tout nous permettre, il nous semble naturel de dominer et d'exploiter les richesses naturelles.

Confiants en une Nature généreuse et soumise au bon vouloir des humains, les pilotes de l'économie et les hommes politiques n'ont plus eu d'yeux que pour les cadrans qu'ils se sont eux-mêmes fabriqués. Se fiant aux rapports de la banque mondiale, les experts du marché libre ont fait la même erreur que presque toutes les autres écoles politiques et économiques, l'oubli d'un paramètre jusque-là non quantifié: l'environnement.

Chesnais critique Malthus et Marx comme fondateurs des constructions intellectuelles freinant le développement du monde, des sortes de mythes qui ont *"cessé d'être vrais à l'époque même où ils étaient conçus "*. Lui et d'autres n'ont pas encore voulu se rendre compte des problèmes d'urbanisation forcenée, de surpopulation destructrice, de disparition des terres agricoles, d'augmentation de la mortalité infantile, etc ...

ONU et population

Par les contraintes toujours plus nombreuses qu'il exerce sur son environnement, l'homme porte atteinte à la base de ressources naturelles dont dépend toute forme de vie : c'est sur cette constation que s'ouvre le rapport 1988 du Fond des Nations Unies pour la population (5). Dans les régions les plus pauvres, l'"effet de tenaille" de la pauvreté et d'une population qui s'accroît sans cesse limite de plus en plus les possibilités de survie.

Il est vrai que les relations entre la population, les ressources et l'environnement sont complexes, et que les connaissances en la matière sont incomplètes. Mais en limitant l'accroissement de la population et en la répartissant de façon plus équilibrée, on atténuerait les pressions qui s'exercent sur les terres agricoles, les sources d'énergie, les bassins versants et les forêts, qui présentent une importance capitale : alors, les pouvoirs publics, le secteur privé et la communauté internationale disposeraient de davantage de temps pour élaborer des stratégies propres à assurer un développement soutenable.

Dans les pays aujourd'hui industrialisés, le développement industriel a permis d'atténuer les pressions consécutives à la pauvreté du milieu rural et à l'accroissement de la population - mais le coût de cette évolution, en termes d'environnement, a été élevé. Les procédés industriels dangereux sont de plus en plus coûteux sur le plan de l'environnement, et d'aucuns craignent que les dommages ne soient irréversibles.

Il en découle, pour les pays industrialisés, une double responsabilité : montrer la voie en adoptant de nouvelles techniques plus sûres, et aider les nations en développement dans leur recherche d'une croissance industrielle elle aussi plus sûre. Le monde industrialisé doit également continuer de prêter son concours pour résoudre les problèmes de population dans le cadre d'un développement soutenable. La population de notre planète, qui dépasse déjà cinq milliards d'habitants, se chiffrera à six milliards d'ici la fin du siècle, et la quasi-totalité de l'accroissement se produira dans les pays en voie de développement, qui, par définition, sont moins bien placés que les nations industrialisées pour l'absorber.

A la fin du siècle, la moitié de la population du globe vivra en milieu urbain, un cinquième dans les "mégapoles" de plus de quatre millions d'habitants. Des millions d'être humains changent de lieu d'habitation à la recherche d'une vie meilleure, en général pour aller à la ville.

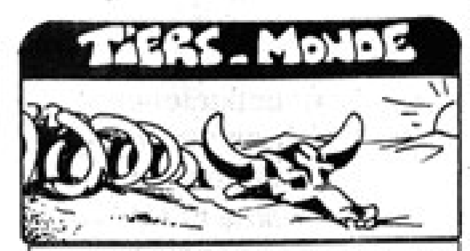
On observe que la taille des familles, les migrations internes et une bonne part des atteintes subies par la base des ressources naturelles résultent de décisions individuelles - mais l'individu n'a guère le choix, et ses décisions lui sont souvent imposées par la pauvreté ou la volonté d'autrui.

Les pays en développement qui ont réussi à ralentir l'accroissement de leur population sont acquis à la cause, et savent passer de l'intention à l'action. En général, relativement aux nations caractérisées par un fort accroissement de la population, l'écart entre les riches et les pauvres y est moins important, les taux d'alphabétisation plus élevés, la mortalité infantile inférieure. Les pouvoirs publics prêtent davantage d'attention au développement rural et s'efforcent d'enrayer toute croissance rurale non planifiée.

Le rôle des femmes

Dans ces mêmes pays, les femmes ont en général une meilleure éducation, suivent une scolarité plus longue et se marient plus tard. Elles sont plus proches des grands courants du développement économique.

Les femmes présentent une grande importance sur le double plan du ralentissement de l'accroissement de la population et de la préservation de l'environnement. Outre leurs fonctions traditionnelles - élever les enfants, assurer le bien-être de la famille, gérer le foyer, préparer les repas, gagner de l'argent - elles ont, dans les pays en développement, un autre rôle : il leur appartient de gérer les ressources.



MAJORITE ATTEINTE POUR UNE LOI POUR LA SURVIE ET LE DEVELOPPEMENT

Le mouvement Survie a collecté, depuis de nombreuses années, les signatures de nos députés et sénateurs pour faire passer une proposition de loi d'aide aux pays en développement comme cela a été obtenue auparavant en Italie et en Belgique. La tâche a été compliquée par les changements de députés en 1986 et 1988... mais durant l'été, le chiffre de 316 a été atteint (majorité à 289) soit 5 non-inscrits, 26 Parti Communiste, 169 Parti Socialiste, 48 RPR, 26 UDC, 42 UDF.
131 sénateurs sont également signataires. La loi n'a plus qu'à être votée. Ce projet prévoit le déblocage d'un budget égal à 1 % du PNB pour l'aide à des projets de développement. Cet argent est géré par des représentants politiques et d'ONG et englobe la notion de lutte contre la faim, mais aussi la notion de désarmement.
On peut en savoir plus en écrivant à Survie 88, 25 rue Jonquoy, 75014 Paris, tel : (1) 45 39 08 62.

INVESTIR POUR LE TIERS-MONDE

Il y a trois ans, le CCFD, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, lançait un "Fonds commun de placement" dont le but, par l'intermédiaire d'une société d'investissements, la SIDI, est de contribuer financièrement à la réalisation de projets productifs dans le tiers-monde. D'autres ONG se sont jointes à cette action : Comité Français contre la Faim (CFCF), Frères des Hommes, Terre des Hommes, la Cimade... Vous pouvez ainsi placer votre épargne sur ce compte. L'argent reste disponible à tout moment... mais vous ne touchez pas d'intérêts. Ceux-ci, versés, au CCFD, servent au financement de projets. Pour en savoir plus : voir les agences du Crédit Coopératif (à Paris : 38 av. Hoche, 75008 Paris).

Une étude mondiale sur la fécondité effectuée dans 41 pays en développement entre 1972 et 1984 par l'ONU a révélé une surprenante demande non satisfaite de moyens de contraception et de programmes de planification familial. En Afrique, moins de 25% des femmes qui ne souhaitent pas avoir davantage d'enfants ont recours à la contraception; en Asie et en Amérique latine, la proportion est respectivement de 43 et 57%. Dans les pays en développement, environ un quart des grossesses se terminent par un avortement : l'importance du pourcentage tient au manque de moyens contraceptifs.Au Ghana, par exemple (6), 90% des femmes en âge d'avoir un enfant n'en veulent pas alors que10% seulement utilisent la contraception. Au Pérou on retrouve des chiffres de 70% et de 25%. Si toutes les femmes qui déclarent ne pas vouloir d'enfants étaient en mesure d'éviter de nouvelles grossesses, le nombre des naissances diminuerait de 27% en Afrique, de 33% en Asie et de 35% en Amérique latine. La mortalité maternelle régresserait de moitié.

En milieu rural, les femmes produisent la plus grande partie des aliments disponibles, rassemblent le bois de feu, vont chercher l'eau. Mais elles assument aussi les activités de protection de l'environnement nécessaires et possibles. Une bonne politique de développement doit reconnaître leur double rôle et assurer leur participation et ne pas se traduire, pour elles, par un fardeau supplémentaire.

Il faut donc s'efforcer de réduire les taux de fécondité, et de raccourcir la journée de travail, pour mieux répartir les tâches et les avantages acquis entre hommes et femmes.

Préserver l'avenir

La dégradation des ressources naturelles et la perte de terres productives ne correspondent pas à un phénomène irréversible (?), mais il faut renforcer l'efficacité de la coopération entre nations industrialisées et nations en développement, surtout si l'on veut parvenir à un développement industriel sans risque pour l'environnement et freiner l'accroissement trop rapide de la population des villes, et notamment des cités géantes.

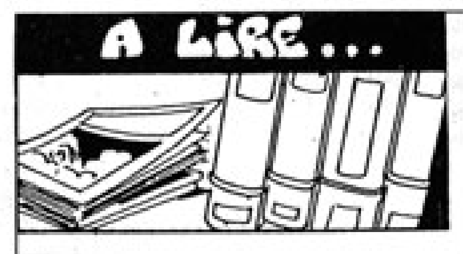
D'après le FNUAP, "*notre planète peut répondre aux besoins de plus en plus pressants qui s'annoncent pour le siècle prochain,* ***sous réserve*** *que les choix faits et les politiques adoptées soient judicieux* ". Malgré l'apparent optimisme du FNUAP, il ne semble pas exclus que même si de gros efforts sont fournis dans un sens de développement soutenable, il est dès lors acquis que des millions de personnes vont mourir dans les prochaines années faute de soins de santé, d'un environnement sain et d'une alimentation suffisante. Il n'y a apparemment pas de raisons pour que les régions les plus touchées changent rapidement de politique sous la pression internationale. Il existe de toute manière un temps de latence entre la mise en œuvre de projets et leurs conséquences.

Il faut donc dès maintenant continuer l'investissement humain et matériel nécessaire pour aboutir à une situation satisfaisante au niveau mondial, sachant que pour beaucoup d'hommes, de femmes et d'écosystèmes il n'y a plus rien à faire. Nous avons une responsabilité commune et il ne faut pas nous y soustraire.

De part et d'autre dans le monde, des initiatives voient le jour avec plus ou moins de bonheur. Souvent leur aspect subversif est gênant pour le pouvoir en place. Certaines finissent par connaître un certain succès tel le Green Belt Movement au Kenya. Ce groupe de femmes dont l'objectif déclaré est de gérer des plantations d'arbres a réussi à se faire accepter tout en donnant à ses membres une certaine autonomie. Les problèmes de démographie sont abordés de manière détournée et permettent d'informer d'autres femmes sur la puissance de leurs décisions. C'est sur la voie de l'information et de la prise de conscience des individus, responsables de leurs actions en toute connaissance de cause, que la situation pourra évoluer. Et c'est à nous pays riches de s'engager plus encore dans cette voie par la coopération avec les personnes et les organisations concernées.

Dominique ZANDA

(1) La revanche du Tiers Monde - Robert Laffond - Avril 1987.
(2) voir première partie dans Silence 108.
(3) Libération 15/9/88. "La famine est pour demain" Lester R. Brown
(4) Viva - La vie mutualiste - Septembre 1988.
(5) les paragraphes suivant sont tirés de ce rapport.
(6) The state of the World - World Watch Institute.



PREMIERE FRAPPE de Robert C.Aldridge - Ed. Motifs-Editions - 1988 - 168 p.- 79 F.

Robert C. Aldridge a aujourd'hui 64 ans. Il a travaillé pendant seize ans chez Lockheed, aux USA, comme chef d'un groupe d'études qui participa au développement de cinq générations de missiles stratégiques tirés par sous-marins et à la coordination des essais nucléaires du Nevada. Il a démissionné en 1973 de son poste et s'attache désormais, avec sa femme, à dévoiler les plans du Pentagone et des autres fauteurs de guerre nucléaire aux Etats-Unis et ailleurs. Il participe depuis, en tant qu'expert, à de nombreuses conférences sur le désarmement.



Ce livre est un cri d'alarme contre la stratégie de la "première frappe" développée ces dernières années. Ce principe est de pouvoir dès le premier moment de la guerre être suffisamment fort pour que le premier tir de missiles mette l'ennemi dans l'incapacité de répondre. Elle suppose donc un arsenal d'armes très sophistiquées et toujours en surnombre par rapport à l'ennemi et a engendré la course à l'armement que nous connaissons aujourd'hui.
L'auteur retrace l'histoire des décisions américaines depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, montre l'évolution des missiles, de l'arrivée des sous-marins lance-engins aux satellites de demain.
Un livre technique qui retrace avec logique les décisions politiques qui nous conduisent à la situation actuelle. **M.B.**

REFUSER LA GUERRE, C'EST REFUSER DE LA PREPARER

L'objection de conscience est appeller à se développer bien au delà du service national...

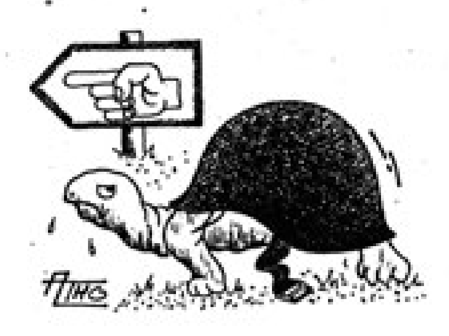
Le déclenchement de la première guerre mondiale provoqua immédiatement une défaite très souvent oubliée dans les manuels d'histoire : l'Internationale des Résistants à la Guerre (IRG) avait échoué dans sa tentative de "grève générale internationale contre la guerre". La montée des nationalismes avait été plus forte que la solidarité internationale de la classe ouvrière. Cet échec a fait prendre conscience qu'il ne fallait pas seulement s'opposer à la guerre mais aussi, et surtout, à sa préparation.

Aujourd'hui, de nombreuses personnes participent de près ou de loin, de manière consciente ou inconsciente, à des préparatifs de guerre. Soit directement, en participant aux différents corps d'armées ou au montage d'armes, soit indirectement en effectuant des recherches qui peuvent servir à la mise au point d'armes nouvelles ou de stratégies militaires.

Il faut savoir qu'aux Etats-Unis, le Pentagone est le principal commanditaire d'études sociologiques et psychologiques aux universités américaines. Mais cette participation aux préparatifs de guerre nous concerne directement puisque, par les impôts que nous payons sous forme directe ou indirecte (TVA), nous finançons les préparatifs de guerre. Dès lors, la notion d'objection de conscience ne doit pas se limiter à un refus d'effectuer son service militaire comme appelé du contingent, mais elle doit s'étendre à toutes formes de participation à l'effort de guerre.

Cela peut être l'objection sur les lieux de travail, le refus de produire des systèmes d'armes, l'objection à l'université, l'objection à la fiscalité, la non-coopération lors de grandes manœuvres, ou encore le rejet de la militarisation par la culture (cinéma, littérature ou publicité).

Nous ne développerons pas ici



le refus de participer aux armes nationales comme engagé ou comme appelé car cet aspect est le plus évident de la non-préparation aux préparatifs de guerre.

L'objection à la production d'armement

Pour la France, la production d'armes représente un secteur sensible sur lequel un silence complice s'est établi entre toutes les grandes formations politiques. Ce secteur occupe directement ou indirectement plus de 400 000 personnes (sans compter les 700 000 militaires), 20 % des recherches totales (privées et publiques) sont directement affectées aux armes, 80 % des exportations françaises d'armement sont destinées au tiers-monde (moyenne 81-85).

Ces fameuses exportations d'armes qui nous classent (sic !) au troisième rang mondial des vendeurs d'armes (premier rang proportionnellement au nombre d'habitants) ne représentent que 4,5 % des exportations globales de la France et elles sont souvent négociées à des conditions qui font que, indirectement, c'est nous qui subventionnons ces exportations. Pas pour les industriels qui se prennent des marges généreuses sur ce type de production, mais pour la balance commerciale de la France. C'est certainement le point le plus sensible de ce problème de la production d'armes.

Les liens très étroits qui existent entre les fabricants d'armes, les états-majors militaires, la Délégation Générale à l'Armement (DGA) et le "consensus" français sur les questions militaires empêchent un véritable débat sur l'objection sur les lieux de travail et la reconversion des usines produisant des biens militaires. Souvenons-nous qu'à la sortie de la seconde guerre mondiale, les reconversions des industries d'armement furent importantes ; aujourd'hui, proportionnellement, cela modifierait beaucoup moins le paysage économique. Si cette question est taboue en France, elle a déjà abordée dans d'autres pays européens dont l'Italie, la Suède et la Hollande.

Démission dans les usines italiennes

En Italie, c'est à travers les actions de personnes comme Tullio Braga que passe l'objection de conscience à l'usine. Son engagement de chrétien l'a amené à se poser des questions sur la finalité de la production de l'entreprise dans laquelle il travaillait. Sa démission, en 1984, reçue une large publicité à l'intérieur de son entreprise et il appuya son geste en envoyant une lettre à ses collègues de travail. La direction de l'entreprise craignant que ce témoignage pacifiste ne soulève trop de polémiques préféra lui payer son préavis et le renvoyer promptement chez lui.

En 1982, un ouvrier métallurgiste italien, Maurizio Saggioro, refuse de produire une pièce car il a acquis la conviction qu'elle est destinée à la production de mines antipersonnelles commandées par le gouvernement

sud-africain. Même s'il s'est avéré que Saggioro s'était trompé, les conclusions du jugement qui ont suivi sont licenciement sont intéressantes : *"Il est évident qu'une telle forme d'objection peut participer du patrimoine idéologique et moral le plus intime et le plus cher du citoyen-travailleur, et constituer un impératif pour un athée comme pour une personne se réclamant de l'une des diverses confessions religieuses. Une telle objection peut donc avoir une portée générale et toucher aux valeurs fondamentales. Sur le plan juridique à présent, le principe exposé à l'article 41, alinéa 2 de la Constitution peut trouver ici à s'appliquer, lequel affirme que l'initiative économique privée ne peut aboutir à porter atteinte à la dignité humaine"*.

En Suède

Ingvar Bratt est à l'origine de l'affaire Bofors. Bofors est le plus grand producteur suédois d'armement. Il emploie plus de 5000 personnes qui produisent des canons, des missiles et des munitions à très haute teneur technologique. Cette société exporte près de 80 % de sa production et ce chiffre pourrait être triplé si la Suède n'avait pas des normes sévères pour les exportations d'armes. Après avoir travaillé treize ans chez Bofors, Bratt s'oppose publiquement aux exportations d'armes suédoises et quitte la société un an plus tard en emportant des documents qui prouvent que son entreprise effectue des exportations illégales.

Sa prise de conscience commença lorsqu'il voyagea dans les pays du Tiers-Monde pour placer les armes Bofors. Son poste de directeur technique d'un projet de système antiaérien lui permettait de savoir comment les armes étaient vendues, comment les contrats étaient établis, etc... C'est en apprenant qu'il avait été mêlé indirectement à la vente de missiles au Moyen-Orient (zone interdite par le gouvernement suédois) en 1979 et 1980 qu'il décida d'en parler à un journaliste de la télévision.

En 1986, cette affiare prit une ampleur nationale et les directeurs de Bofors décidèrent d'impliquer le gouvernement suédois en disant que ce dernier était au courant. Les administrateurs risquent de se voir condamnés à de lourdes peines de prison s'il s'avère que le gouvernement ne couvre pas ces illégalités. Cette affaire montre qu'un simple citoyen peut protester et lutter contre de grosses entreprises... en Suède.

Et en Hollande...

En Hollande, la Fédération des syndicats néerlandais n'est pas une organisation pacifiste. Elle n'est pas opposée à une force militaire en tant qu'appareil défensif mais elle s'oppose au militarisme et estime injuste que soit produit de plus en plus de matériel militaire. Cette fédération est favorable à une réorientation de la production militaire vers des biens et des services civils. En 1982, la fédération adopte un texte sur la paix et le désarmement qui propose :

"La reconnaissance par les interlocuteurs sociaux de ce qu'un travailleur (ou travailleuse) qui éprouve des objections sérieuses envers son activité ou un aspect particulier de celle-ci, se trouve placé dans une situation de conflit personnel grave, telle que l'éxécution du travail convenu se heurte pour lui à des obstacles de conscience insurmontables ;

"L'obligation de l'employeur de respecter l'objection sérieuse du travailleur en lui confiant- pour autant que ce soit raisonnablement possible- une activité de remplacement équivalente ;

" L'obligation pour un employeur, au cas où un travailleur, en raison d'objections sérieuses, refuse de façon circonstancielle de travailler, de ne pas procéder pour ce motif à son licenciement et de lui maintenir sa rémunération pendant la suspension des prestations".

Ces propositions, ainsi que celles qui suivaient, ne font pas l'objet d'une loi sociale, mais elles ont fait l'objet d'une note d'orientation entre syndicats et employeurs. Même si le résultat n'est pas très important, il permet d'ancrer le débat d'une manière concrète et durable... en Hollande.

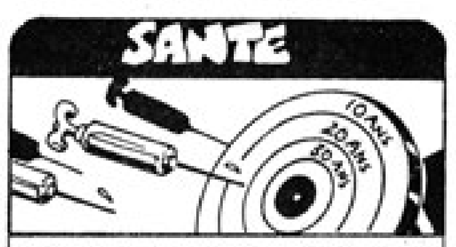
Et en France ?

En France, Calme plat. RAS. Tout va bien madame la Marquise. Les usines crachent leurs tanks, leurs avions et leurs missiles, c'est même une fierté nationale. Au nom du sacro-saint emploi et de l'équilibre du commerce extérieur, le débat sur la question est quasi-inexistant.

L'objection de conscience dans la production de biens militaires n'existe pas. La cause est peut-être à chercher dans les structures des mouvements pacifistes et écologistes français qui sont très mal implantés dans les syndicats et les milieux ouvriers.

Sauf déclenchement de nouvelles guerres, la tendance actuelle semble être à un tassement des ventes d'armes vers l'étranger (difficultés de paiement des pays insolvables, arrêt de la guerre du golfe, arrivée sur le marché mondial de nouveaux concurrents comme le Brésil, le Japon ou même l'URSS) et, sans qu'un mouvement pacifiste puissant fasse pression sur le gouvernement, le problème des reconversions des usines d'armement va se poser rapidement. Hélas, il faudra certainement des milliards de subventions avant que la question ne soit vraiment posée, ceci au nom de l'intérêt national... des plus riches.

Ibrahim CARBONARE



LA SANTE AUTREMENT

L'APODALE, qui prépare actuellement la deuxième édition du salon "Vivre et Travailler autrement", se lance dans la tenue d'un autre salon sur la santé autrement. Celui-ci devrait se tenir du 24 février au 1er mars à Paris, à l'Espace Austerlitz, 30 quai d'Austerlitz, 75013 Paris. Pour le moment, ils recherchent des expériences intéressantes, des fabriquants... Contactez-les si vous avez des adresses : APODALE, Le Fraysse, 46170 Castelnau-Montratier, tel : 65 21 96 66.

ECONOMIE ET SANTE

60 % de la distribution de produits "naturels et diététiques" est assurée par les grands magasins. Céréal et Wander font partie du groupe Sandoz (le pollueur de Bâle), Gerblé appartient à Kulmann, autre géant de la chimie... La distribution par les circuits alternatifs ne représente qu'une goutte d'eau. (source Tam-Tam).

69 - PROGRAMME DU RESEAU-SANTE

Le Réseau-Santé présente une multitude de cours, animation, débats... sur les sujets les plus variés. Quelques conférences : psychothérapie conjugale (6 octobre), de la mort à la réincarnation (13 octobre), où en est la recherche sur le cancer (20 octobre), massages et maternité (21 octobre), pathologie de la colonne vertébrale (3 novembre)... Programme complet : Réseau Santé, 15 rue J.B. Say, tel : 78 27 17 16.

Cette rubrique vous est ouverte... mais nous ne passons pas les lettres anonymes, alors n'oubliez pas de laisser vos coordonnées.

COURRIER

ARROGANCE ET BIBLE

Quand vous citez la Bible, je souhaiterais que vous le fassiez avec un minimum d'honnêteté intellectuelle que je ne trouve pas dans l'"Edito" de votre n°108. Parlez bien de ce que vous connaissez et ne faites pas changer l'arrogance de camp. Il me semble que c'est dans l'esprit écologique, dans lequel je vous adresse mes sincères salutations.
Paul DIETRICH.

INTOX NUCLEAIRE

Grave erreur dans le n°108 page 11 (pluies de sable radioactif). Il s'agit d'une intox de Pellerin.
Du sable fut prélevé en Corse sur une voiture le jour de l'annonce à la radio, donc le lendemain de la pluie, et analysé par le biais de Roger Belbeoch. Il n'y avait que 10 Bequerels en Bérilum par Kg, soit environ 0,1 Bq/m2.
Claude BOYER
Comité Stop-Nogent.

Silence : alors pourquoi cette information alarmiste ?

AU VOISINAGE DU CEA - PRISONS - ELECTIONS

Ces dernières années, j'avais remarqué que des conifères dépérissaient ici et là. Or, depuis le printemps, de nombreux jeunes arbres semblent malades au dire des personnes possédant un jardin. En face de chez moi, un jeune robinier se porte bien, son frère jumeau n'a de feuilles que sur trois branches, les autres restent squelettiques. A mon travail, dans la cour, le prunier qui pétait la forme, est cette année mal en point. Pas toutes ses branches, mais seulement certaines, voient leurs feuilles se recroqueviller et devenir marron. On se demande ce qu'il a : pluies acides, conséquences des jets de tritium, autre chose ? Toutes les suppositions sont permises.
Si la presse, notamment le Canard Enchaîné, a révélé l'an passé que le CEA de Bruyères le Chatel lançait du tritium à titre expérimental dans l'atmosphère, bien avant que cette information ne soit connue et juste après Tchernobyl alors que chacun s'interrogeait sur le nuage, des employés du CEA répondaient "si vous saviez ce que le CEA crache la nuit !".
On ne sait rien du tout effectivement, seulement qu'ils nous prennent pour des cobayes et pour des cons.
(...) A noter de très nombreux cancers dans la région. Il serait intéressant de comparer le taux des cancers dans un rayon proche d'une centrale par rapport à la direction des vents pouvant avoir une incidence.
Rue des Buttes Réault, de nombreuses personnes sont décédées suite à des cancers. Cette rue très longue se trouve sur le plateau, qu'elle borde en quelque sorte. Elle est également surélevée par rapport au CEA qui se trouve à côté de cette route, mais tous les bâtiments sont un peu en retrait sauf le bâtiment B, seul bâtiment où plusieurs personnes sont mortes d'un cancer, notamment un jeune de 18 ans (cancer de la gorge) non fumeur et vivant dans un milieu non-fumeur.
Il y a quelques années, un plombier, Mr G... a travaillé à proximité de la pile du CEA. Quelques semaines plus tard, il souffrait de l'oesophage. Les certificats médicaux établis étaient bizarres, soulignant la gravité, mais sans donner de nom à cette "gravité". Accident du travail rejeté sous prétexte que Mr G... n'était resté que quelques jours en contact ou à proximité de la pile, donc un temps insuffisant. Alors que l'on sait depuis qu'il ne faut que quelques minutes parfois... Sans commentaire.
Autre réflexion, comment les Verts ne se penchent-ils pas davantage sur les conséquences de l'enfermement sur l'homme ? Ils le font pour les veaux et les poules à juste titre... mais les hommes (et les femmes bien sûr) et les enfants - car il y a des enfants enfermés : des bébés de moins de trois ans qu'on arrache ensuite à leur mère, et des mineurs - . C'est monstrueux. Comment peut-on se taire lorsqu'on entend au procès de Besançon qu'un homme est resté 7 mois au mitard, qu'à Ensigheim, des hommes ont été enchaînés par trois au mitard. Que les QI sont pleins à craquer, que des hommes en arrivent à se mutiler parce qu'ils n'en peuvent plus, à moins qu'ils soient paralysés à vie à la suite d'une longue grève de la faim (J.J. Beaumont, Jacques Robert) et combien d'autres. Il y a là une anomalie, une incompatibilité. Je reste convaincue que les hommes font partie de l'écosystème, pour moi, ça coule de source.
Pour finir, une précision par rapport au vote cette fois, et pour contredire ce qui s'est dit sur les ondes à savoir "Les Français s'abstiennent parce qu'ils sont las de voter". En ce qui nous concerne ici, dans le groupe de sans étiquette, les uns ont voté Waechter, les autres Juquin, et au second tour tous Mitterrand, pas pour Tonton, mais contre les Chirac, Pasqua et Cie. Pour le premier tour des législatives, pas de candidat Vert, alors on a voté le moins pire, mais nous ne voteront pas au second tour. Parce que nous ne voulons pas cautionner une politique URC, berk, ni l'orientation que prennent les socialistes. D'ailleurs, incompatibles avec nos idées qui sont en tout premier lieu, non au fascisme, non au racisme, non à la répression, non à l'enfermement, non au nucléaire, non à la vente d'armes, non à leur mensonges, non à leur racket, non à leurs drogues...
En l'an I de l'ère rose, les premiers à subir les charges des CRS furent les écolos, puis vinrent les TUC, les peines de 30 ans incompressibles pour les taulards, les QHS rebaptisés QI : quelle hypocrisie ! Expulsion des Basques et cie, c'est ça la gauche ?
L'ouverture ? Quelle ouverture sinon celle de nos bourses qu'ils vident comme des vampires sanguinaires qu'ils sont. Tous les moyens leur sont bons.
Arlette SAMBA.

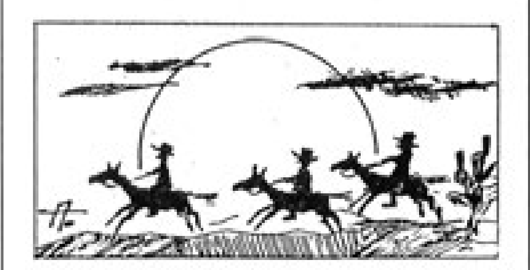
ECOLOGIE : NOUVELLE RELIGION

A lire l'éditorial de Dominique Zanda, on a le sentiment, pour ne pas dire la certitude, que tous ceux qui se réfèrent à Dieu, ou croient en Dieu, en un mot

FEUILLETON - Chapitre 1

LA PETITE MAISON DANS LA PRAIRIE

Résumé : après le Tibet, Silence vous emmène aux Etats-Unis... On a les moyens !



L'action se passe aux Etats-Unis (USA pour les intimes). Trois gardiens de bêtes ("cow-boys") à la recherche d'un troupeau de veaux aux hormones perdus dans une forêt au pied des Rocheuses, s'égarent à leur tour et tournent en rond depuis un bon petit moment. Comme aucun d'entre eux n'a pensé à semer tout au long du trajet des petits cailloux blancs pour se repérer, la situation deviendrait pénible s'il ne s'agissait finalement que d'un banal feuilleton.

Quand le soleil, en fin d'après-midi, donna des signes de faiblesses, les cow-boys, ces héros légendaires à la détente facile virent venir le moment où en fait de détente, c'est une nuit à la belle étoile qui les attendait. Ils commencèrent à chercher une clairière agréable, avec point d'eau, électricité et tout le confort du camping moderne (on est aux States ne l'oublions pas !) quand soudain ils débarquèrent dans une petite prairie en renfoncement d'une vallée. (à suivre).

les croyants, sont des inconscients appelant à proliférer sans retenue, des arriérés méprisant la fête charnelle, en fin de compte "les corbeaux et les charognards de la coercition" comme il le déclare lui-même.
Ainsi la nouvelle religion, pardon la nouvelle éthique, l'écologie, d'un seul regard se suffira à elle-même, en laminant les minorités et touchant du doigt l'universel.
Il y a deux siècles, nos ancêtres avaient remplacé la croix par la déesse Raison. C'est maintenant au tour de l'écologie de monter au pinacle.
Dénoncer des abus et des erreurs exprimés par certains dignitaires des églises est une chose. Des croyants s'en chargent bien. Mettre tous les croyants dans le même sac en les faisant passer pour des arriérés et en les insultant est inadmissible de la part d'un journal comme Silence.
Silence n'est pas une revue de rationalisme ou d'athéisme militant, que je sache.
Les accusations de D. Zanda sont-elles pleinement fondées ?
Il y a déjà plus de dix ans, à La Duchère, à Lyon, la maison du Pasteur Walter était un lieu de rencontre pour celles qui voulaient utiliser la contraception ou pratiquer l'IVG.
Et pourtant les protestants sont de fervents lecteurs de la Bible.
Bien sûr, il y a les catholiques et la doctrine prônée par le Pape et certains évêques. Or, chacun sait que l'immense majorité des couples catholiques pratiquent la contraception. Les prêtres, quand ils sont consultés, répondent "faites ce qui est bon pour l'entente et l'équilibre du couple".
Du reste, l'explosion démographique actuelle est-elle liée à l'influence du judéo-christianisme ?
Israël et l'Occident dit chrétien sont-ils des exemples d'explosion démographique menaçant la vie sur Terre ? Les familles nombreuses ne sont-elles pas le fait des pays pauvres où l'individu n'a pas plus d'emprise sur sa vie ou son travail que sur le nombre de ses enfants.
Et puis, s'il y a des croyants bornés et arriérés, il y a aussi Témoignage Chrétien et ses lecteurs, dont je suis. Il y a les communautés de base et la théologie de la libération en Amérique du sud. Et en Pologne, Solidarnosc et ce vent de liberté qui anime de nombreux syndicalistes chrétiens.
En France, nombreux sont les croyants parmi les mouvements pour le désarmement, la paix, la non-violence, l'aide au tiers-monde.
L'écologie est une science de la Vie. Elle implique respect et amour de tout ce qui vit. Elle dénonce tout ce qui détruit la vie. Elle ne jette l'anathème sur personne. Elle rassemble tous ceux qui veulent défendre la vie et préservent l'avenir en luttant pour une société égalitaire et fraternelle.
Peut-être serait-il bon de demander aux lecteurs de Silence comment ils conçoivent l'Ecologie.
Jean-Claude HIRSCH

Abonnements

pour 12 numéros :

Individuel : 120 F
Groupés par 3 ex : 300 F
Groupés par 5 ex : 430 F
Etranger, DOM-TOM: 170 F

SILENCE
Ecologie, alternative et non-violence
4 rue Bodin 69001
LYON
Tel: 78.39.55.33.

Ecran dolby stéréo
100 % papier recyclé
******
Les scénarios et les jeux de scène sont sous la responsabilité des acteurs.
******
La reproduction des cours et long métrages est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des acteurs (photos, dessins compris)
******
N° de Commission paritaire:
64946
N° ISSN 0756-2640
*****
Date de parution :
quatrième trimestre 1988
******
Tirage : 2000 ex

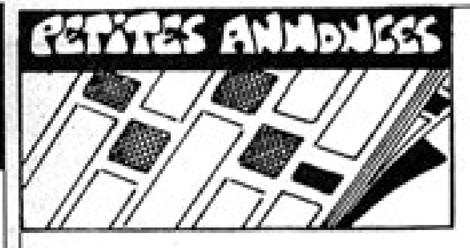
A l'affiche ce mois-ci :
Le dictateur : **Michel Bernard**
Le parrain : **Jean-Luc Thierry**
Le distrait : **Dominique Zanda**
Le syndrôme chinois : **Georges David**
Amadeüs: **Altho**
La chevauchée fantastique **Malcin Fernand**
Le gendarme de St-Tropez : **Jacques Adam**
Dr Knock : **Catélène**
Le cerveau : **Thérèse Troivaux**
Le grand bleu : **Gluon**
Le déserteur : **Ibrahim Carbonare**
La ruée vers l'or : **Michel Jarru**
Frankenstein Junior : **Francis Vergier**
La grande vadrouille : **Michel Delore**
Rambo IV : **Eric Bascol**
Norma Ray : **Perline**
Et par ordre d'apparition
BONNEMAINS Jacky
BOYER Claude
CHEVALLIER Henri
DIETRICH Paul
GUERRY Joël
HIRSCH Jean-Claude
LAUDOUZE André
PARKIN Sara
PARRANCE Bernadette
PERSAT Henri
RAY Jean Claude
ROBIN DES BOIS
SAINTES Jean
SAMBA Arlette
SOS Loire-Vivante
TAM-TAM
WISE
et les joyeux pleurs.

PARTICIPEZ A LA VIE DU JOURNAL

Voici les prochains rendez-vous

N°110
Comité de rédaction : vendredi 30 septembre à 20h30
Clôture des articles mardi 11 octobre
Pliage et repas : vendredi 21 octobre à partir de 19h.

N°111
Comité de rédaction : vendredi 28 octobre à 20h30
Clôture des articles mardi 8 novembre
Pliage et repas : vendredi 18 novembre à partir de 19h.



OBJECTEURS

• Non-Violence Actualité, 20 rue du Dévidet, 45200 Montargis, tel : 38 93 67 22, cherche objecteur pour novembre, pour participation à la vie de la revue, et à la gestion des abonnements.
• Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural dans le Tiers-Monde, GRDR, 60 rue du Fg Poissonnière, 75010 Paris, tel : (1) 48 24 40 09 cherche deux objecteurs : 1 à Rouen pour aide au GRDR en Haute Normandie, formation agricole auprès des travailleurs migrants, formation pratique, aide à projet de développement initiés par les migrants, formation demandée : BTS ou ingénieur agri ; 1 à Ecoublay (50 km à l'Est de Paris) pour formation aux techniques agricoles liées à l'irrigation.
• L'ALDEA, Agence de Liaison pour le Développement de l'Economie Alternative, 28 Bd Sébastopol, 75004 Paris, cherche objecteur pour animation, coordination réseau développement local, animation messagerie minitel... Ecrire à Louis de la Roncière.
• Centre Culturel Jean Vilar, place du Général de Gaulle, 69250 Neuville/S., tel : 78 91 60 35 cherche objecteur pour promotion de spectacles, organisation technique + alphabétisation et soutien périscolaire.
• Association Solidarité Cultures Animations, G.Dumérac, BP313, 60026 Beauvais Cédex, cherche objecteur pour activités animation-éducation en milieu quart-monde. Aptitudes : souci de se former à la connaissance des milieux sous-prolétaires, capacités d'animations.

EMPLOIS

• Jeune homme bien sous tous rapports, cherche deuxième mi-temps pour compléter médiocre salaire au journal Silence, sur Lyon ou Villefranche. Etudie toute proposition. Contactez Michel Jarru au journal ou au 74 62 04 05.

RECHERCHE

• Le village universitaire Thélème, les Eglantiers, Cardet, 30350 Ledignan, tel : 66 83 03 96 (voir Silence n°105) cherche livres à récupérer pour constitution d'une bibliothèque sur les sujets suivants : agronomie, environnement, écologie, tiers-monde, technologies douces, santé, agriculture...
• Vous êtes intéressé par un sujet abordé par ce journal, vous ne savez pas comment nous aider ? Faites un suivie de documentation sur un sujet en nous envoyant régulièrement des photocopies d'articles. Faites-vous connaître au journal.

Les annonces sont gratuites pour les abonnés sur justification d'une bande d'expédition.

MARJOLAINE

UN SALON POUR VOTRE SANTE ET CELLE DE LA TERRE
SOUS L'EGIDE DE NATURE ET PROGRES

PLACE PORTE CHAMPERRET
75017 • PARIS



5-13 NOVEMBRE 1988

Tous les jours 11 h 00 - 19 h 30 - Nocturne mardi 8 Nov. 11 h 00 à 22 h 30
W.E. et 11 Novembre : 10 h 00 - 19 h30

Organisation: Sadema 47 Bd Blanqui 75013 PARIS - Tél. 45.65.95.95